

TRIBUNE

HEBDOMADAIRE



DU PARTI

SOCIALISTE

UNIFIE

PRIX : 70 centimes

N° 225. — 30 JANVIER 1965

LE CHOMAGE : CONSEQUENCE DU PLAN DE STABILISATION

(pages 6 et 7)

MUNICIPALES :

*Contre l'électoratisme
survivance de la IV^e*

(pages 3 et 4)

L'U. N. E. F. A L'HEURE DU CHOIX

(page 9)

Courrier des lecteurs

● A propos de l'unité syndicale

En tant que militant syndicaliste enseignant (S.N.I.-F.E.N.), il y a un point qui me tient particulièrement à cœur.

J'ai vu, petit à petit, s'effriter la possibilité d'abonner un certain nombre de mes camarades à T. S. et cela était dû pour l'essentiel à l'attitude de ce dernier envers l'organisation syndicale des enseignants, attitude très proche du dénigrement, alors qu'étaient reproduits des communiqués ou donnés des comptes rendus très favorables des assises d'un groupuscule, confédéré, il est vrai, mais sans commune mesure avec la F.E.N. en ce qui concerne la représentativité.

Cette même attitude se retrouve dans le numéro 222 dans un article de Maurice Combes intitulé : « Syndicats : les difficultés de l'unité. » Que dans cet article M. Combes veuille surtout insister sur l'aspect formel des difficultés de la réunification syndicale, cela est son affaire. Il me semble, par contre, très maladroite d'utiliser le contenu d'une tribune de discussion pour juger de l'attitude d'une organisation. De l'avis de chacun des syndiqués de la F.E.N., seules les décisions des Congrès fixent l'attitude de leur organisation, et si M. Combes voulait définir la position de cette organisation face à la C.F.D.T., il pouvait alors faire appel à l'analyse de Lauré dans son rapport d'activité (Congrès F.E.N. 1964), mais peut-être n'en a-t-il pas connaissance ?

L'attitude de M. Combes a une attitudé cependant : celle de rendre publique la réponse du S.G.E.N., phrases creuses et démagogiques. Que M. Combes se procure les publications du S.G.E.N. dans notre département et il sera édifié par « l'effort de compréhension réciproque, par le souci d'objectivité, par le respect de la personnalité des autres organisations » que ce groupuscule concurrentiel déploie.

M. Combes se veut-il comique quand il écrit : « En conclusion, faut-il regrouper d'abord l'ensemble des organisations « non communistes » : C.F.D.T., F.O., F.E.N., afin de peser ainsi sur l'évolution de la C.G.T. et permettre ultérieurement la réalisation de l'unité syndicale ? »

C'est envisager d'une façon bien formelle l'évolution des diverses centrales et ignorer les courants profonds qui animent le mouvement ouvrier. En fait, la solution qu'envisage M. Combes aurait un résultat certain, celui de diviser, et de consacrer la division ouvrière en deux tendances opposées, alors que c'est cela qu'il faut surmonter.

Un dernier point enfin, il concerne la conclusion de M. Combes et le « splendide isolement » de F.O. et de la F.E.N. Peut-être ignore-t-il les liens profonds qui unissent la F.E.N. aux deux confédérations laïques ?

Peut-être ignore-t-il également la contribution qu'au sein du PUMSUD la F.E.N. a apportée à la définition des conditions objectives de l'unité et dont personne à ma connaissance n'a nié que cela puisse être une base de discussion valable ?

Marc SCHOEBER.

N.D.L.R. — Nous avons communiqué cet article à notre camarade Maurice Combes qui a fait à ce sujet les remarques suivantes :

1°) Il n'a jamais contesté la représentativité de la F.E.N., mais il regrette que notre correspondant traite la S.G.E.N. dans son ensemble de « groupuscule concurrentiel » ;

2°) Si valable que soit l'effort du PUMSUD pour définir les conditions de l'unité, il constate que ni la C.G.T., ni F.O., ni la C.F.D.T. ne reprennent à leur compte ses thèses dont les trois centrales critiquent le caractère formel ;

3°) En ce qui concerne les liens de la F.E.N. avec les centrales, Combes rappelle qu'il a signalé que dans les discussions actuelles cette organisation établit la liaison entre F.O. et les autres syndicats.

P.S.U. - Fédération du Rhône

A la Mairie

du 6^e arrondissement

58, rue de Sèze - LYON

Mardi 2 février 1965, à 20 h 30

Edouard DEPREUX

Secrétaire national du P.S.U.

Pierre BEREGOVY

Membre du Bureau national du P.S.U.

traiteront des :

— « Perspectives politiques 65 »

— Le contre-plan des travailleurs face au 5^e plan gaulliste

A tous ceux qui veulent aider le P. S. U.

Le P. S. U. repart du bon pied.

Mais l'extrême modicité des moyens matériels dont nous disposons nous empêche, seule, de donner une publicité plus grande à nos solutions.

Aussi, lançons-nous un appel pressant à tous ceux qui ont les moyens de verser une cotisation mensuelle volontaire.

A tous, sans exception, nous demandons de prendre l'initiative de collectes et de nous en envoyer le montant.

Que ceux qui le peuvent nous versent dès maintenant un acompte important.

Nos besoins sont urgents. Retournez-nous la formule ci-dessous dûment remplie.

Merci d'avance.

Edouard DEPREUX,
Secrétaire national du P.S.U.

Jean ARTHUYS,
Trésorier national.

Je m'engage à verser tous les mois, pendant l'année 1965, à Jean Arthuys, Trésorier National, la somme de F :

NOM : Prénoms :

Adresse :

Signature :

81, rue Mademoiselle, Paris (XV^e) (C.C.P. PARIS 14.020.44)

● A propos de l'article sur l'Egypte

Il est certain que le gouvernement de l'époque de Suez obéissait plus à sa réaction de conservation de la société bourgeoise dans laquelle il évoluait, et dont il assurait plus la solidité que le gaullisme lui-même plus tard, qu'à un réflexe de défense contre une aventure fascisante.

Il est non moins certain que Nasser, parmi toutes les mesures — plus ou moins bonnes — qu'il utilisa, visait à secouer son pays des mainmises étrangères et à rattraper les autres dans la compétition des nations du tiers monde en voie de développement.

Je crois, néanmoins, qu'il est difficile d'affirmer, même aujourd'hui, qu'Israël seul aurait eu le dessus dans son affrontement de l'époque contre l'Egypte.

Or, même si l'on n'est pas sioniste convaincu, on peut estimer que l'Israël d'aujourd'hui — aussi mal conçu et mal bâti qu'il soit — n'a pas plus de raisons de disparaître de manière violente et agressive que l'Egypte elle-même, le Congo, l'Algérie, la Tunisie, etc.

Et c'est cependant ce qui attendait Israël.

Tout le monde, à part les anti-israéliens acharnés, pense que, sans l'intervention des franco-anglais, l'état juif aurait été anéanti. Il est évident que Guy Mollet, tirant argument de cette incidence, obéissait beaucoup plus, comme Jacques Vivien le souligne dans « Tribune » du 16 courant, à son intention d'affaiblir le F.L.N. algérien et de ménager les puissances occultes de la Bourse et de la City, que du sauvetage d'Israël qui ne lui importe certainement qu'à un degré très relatif.

Mais, en tout état de cause et après avoir accompli le tour d'horizon auquel Jacques Vivien nous invite, il nous est difficile de considérer Nasser — autant comme personnage que comme maître de ses œuvres — en tant que socialiste au sens conventionnel de l'expression et surtout du qualificatif !

Marx, Engel, Lénine, Jaurès, auraient certainement beaucoup de mal à discerner chez ce colonel chef d'Etat les bases et la continuité linéaire d'un socialisme qui, même relativement, approcherait l'humanisme et la construction scientifique de la doctrine.

Il est vrai que notre malheureux socialisme a subi et subit encore tant de triturations que, comme la langue d'Esope, on se permet de l'accommoder de bien des manières, même en appelant à son secours, comme l'ont

fait les dirigeants F.L.N. et Nasser, un certain nombre de thèses marxistes.

N'oublions pas qu'Hitler fut un grand socialiste ! C'est tout au moins lui et ses thuriféraires qui l'affirmaient. L'idée nationale-socialiste fut d'ailleurs une conception socialiste dont Hitler sut se servir. La lecture du livre d'Edmond Laskine, « Le socialisme national », est d'ailleurs édifiante à ce sujet.

On se scandalisera, peut-être, de voir comparer Nasser à Hitler. Mais bien des incidences, et une rapide récapitulation des prises de position nassériennes, nous démontrent que l'ancien maître du III^e Reich n'est pas tellement antipathique au colonel égyptien !

On ne compte plus les ex-collaborateurs du führer qui ont trouvé asile dans l'Egypte « socialiste » et avec plus d'attention encore lorsqu'ils étaient spécialistes en balistique !

Toute la propagande arabe et nassérienne anti-israélienne épaulée avec vigueur et enthousiasme tous les mouvements néo-nazis dans le monde de telle sorte que l'on ne peut plus de différence entre l'une et l'autre.

Pour une option « socialiste » et « progressiste », avouons que celle-ci ne manque pas d'un certain style, ni même d'un style certain !

Il est étonnant que notre camarade Vivien n'ait pas jugé opportun d'y faire la moindre allusion, ne serait-ce que pour respecter le souci d'objectivité lucide qui paraît l'animer !

Disons, pour conclure, que nous voulons bien voir les aspects positifs qui se dégagent de l'expérience nassérienne, mais que celle-ci est encore empêtrée — pour des raisons dont un certain nombre paraissent fort valables d'ailleurs — dans un tas d'incidences dont sa référence à un néo-islamisme soi-disant socialisé (lui aussi) n'est pas la moindre !

On ne peut, d'autre part, trop critiquer l'attitude anti-israélienne du nassérisme car l'Etat d'Israël, c'est un fait, n'est pas une construction normale édiflée dans des conditions équilibrées et équilibrantes. Mais l'on ne peut, pour autant, approuver la collusion nazie-nassérienne dont le principal objet consiste à envisager et préparer l'anéantissement d'Israël — contenant et contenu — dans les délais aussi brefs que brutaux, afin de prévenir toute réaction.

Raymond Lipa.

PARTI SOCIALISTE UNIFIE

LA 16^e SECTION DU P.S.U.
VOUS PRIE D'ASSISTER
A UNE TABLE RONDE SUR :

L'ENGAGEMENT POLITIQUE

ANIMEE PAR NOS CAMARADES

Michel BREITMAN
Prix Sainte-Beuve 1964

Georges CONCHON
Prix Goncourt 1964

Jean-Pierre FAYE
Prix Renaudot 1964

&

Serge MALLET
Membre du Bureau National

Claude BOURDET
Membre du Comité Politique National

Le Samedi
30 JANVIER 1965
à 15 heures 45
29, rue Cortambert
PARIS - XVI^e
Métro Trocadéro

Les lauréats 64 - ainsi que Colette AUDRY prix Médicis 62 - dédicaceront leurs œuvres

A PROPOS D'UN DIKTAT

COMME les choses seraient simples et faciles si, à l'occasion de ces élections municipales, le P.S.U. avait réellement formulé des « demandes exorbitantes » !

On pourrait alors se moquer de ce parti de renouveau politique cherchant à s'installer goulûment au milieu de la cuisine de ses devanciers. Malheureusement pour nos censeurs, le P.S.U. s'est contenté de demander partout une position conforme à son importance réelle. Il faut beaucoup mentir pour soutenir le contraire.

A Paris, écrit *L'Humanité*, le P.S.U. voulait multiplier « par neuf ou dix » le nombre de ses élus. Où a-t-elle été chercher cette plaisanterie ? Tout le monde sait que nous n'avons qu'un conseiller sortant à Paris (élu sous l'étiquette de l'U.G.S. puisque le P.S.U. n'existait pas en 1959) ; tout le monde sait également que nous avons recueilli aux élections de 1962 le même pourcentage de voix que la S.F.I.O. ; tout le monde doit maintenant savoir que nous avons demandé que la répartition des sièges s'effectue sur cette base : ce qui nous donnait une dizaine de candidats sur 90 et 3 élus possibles sur les 23 que la gauche peut espérer obtenir. Au lieu de discuter de ces propositions raisonnables, on nous place devant le diktat suivant : 6 candidats et un seul élu P.S.U. contre 16 candidats et 5 élus S.F.I.O. Et l'on ajoute qu'il ne peut être question de faire figurer des membres du P.S.U. sur les listes qui seront présentées dans les municipalités communistes sortantes (ce privilège étant réservé à la seule S.F.I.O.) et l'on nous propose 4 sièges à Clamart contre 17 à la S.F.I.O. qui a cependant, en 1962, obtenu moins de voix que nous dans cette localité !

Une telle attitude ne constitue pas seulement une injustice vis-à-vis de notre parti, mais une insulte à l'égard de la lutte que nous avons menée dans un moment où la S.F.I.O. était encore dans l'obédience du régime : elle représente une erreur politique magistrale. De quoi s'agit-il en effet ? De battre le gaullisme et la réaction et de renforcer l'unité encore très partielle et très chancelante des forces populaires. On n'atteindra pas un tel objectif en ne tenant compte que des organisations traditionnelles et en écartant délibérément tout un courant de la gauche. Nous ne parlons pas

seulement en notre nom. Nous avons conscience d'exprimer les sentiments d'un grand nombre de travailleurs qui ne font confiance ni au parti communiste, ni à la S.F.I.O. et qui souhaitent voir le socialisme français sortir des anciennes ornières. Ce courant doit être, coûte que coûte, représenté si l'on veut réellement vaincre, dans de nombreux secteurs, la coalition réactionnaire. C'est pourquoi, écartant tout ce qui ressemble de près ou de loin à des querelles de boutiques, nous avons proposé qu'une place soit donnée à des représentants du courant de la rénovation socialiste qui ne sont pas membres de notre parti.

L'Humanité a aussitôt répondu qu'une telle conception mettait en cause le rôle des partis démocratiques et que les élections municipales étaient « d'abord affaire d'orientation politique ». Comme si le parti communiste ne présentait pas lui-même, en de nombreux endroits, des personnalités choisies hors de ses rangs ! Comme si des militants syndicalistes ne pouvaient pas prendre d'options politiques ! Comme si nous n'avions pas établi depuis des mois un programme politique pour les élections municipales, dont les fédérations du P.C. refusent généralement de discuter ! Comme si, dans la Seine, l'accord conclu avec la S.F.I.O. ne se résumait pas à un partage de fiefs, à un maintien de positions acquises, excluant toute plateforme politique !

Qui en doute n'a qu'à lire les déclarations de Gérard Jaquet devant le Congrès de la Fédération de la Seine : « Il s'agit, a-t-il dit, d'une entente de tactique électorale et non d'un accord politique. Il y a d'ailleurs sur le plan national bien d'autres alliances qu'avec le parti communiste. La diversité des ententes montre à l'évidence qu'il n'y a pas accord politique avec les communistes. »

Cette déclaration nous conduit à dépasser le cadre de la région parisienne, région-test mais non point décisive dans la bataille actuelle. Gérard Jaquet a raison : la S.F.I.O. a passé « bien d'autres alliances ». On peut même dire que dans la grande majorité des villes françaises, à commencer par Marseille, Lyon, Bordeaux... et Arras, le parti de Guy Mollet et de Gaston Defferre s'entend avec la droite et le centre. Le

« cartel des non » plus ou moins condamné au Congrès d'Issy-les-Moulineaux, renaît de ses cendres. Mais cette fois il ne s'agit pas d'une tactique générale. La S.F.I.O. est incapable d'en définir une. En recourant à tous les expédients pour conserver ses sièges et en n'hésitant pas pour cela à perdre une bonne partie de ses électeurs (car ce sera là, n'en doutons pas, le résultat de ces combinaisons sans principe) elle rejoint l'attitude qui avait été celle du parti radical à l'heure de sa décadence.

Devant une telle situation, nous pensons que jamais le combat du P.S.U. — et donc son existence — n'avait été aussi justifié. Il n'est pas vrai que la S.F.I.O. pourra sortir intacte de cette épreuve. Il n'est pas vrai que les militants communistes eux-mêmes n'auront pas de réaction devant ces marchandages qui font le jeu du gaullisme. Notre parti a un rôle important à jouer avant, pendant et après la bataille des municipales. Mais il ne peut le tenir que s'il sait garder son sang-froid et éviter de tomber dans les pièges qu'on lui tend.

N'oubliez pas que nous ne sommes pas seulement les représentants d'un certain courant politique mais aussi les défenseurs d'une certaine conception de l'unité. Nous ne croyons pas à l'unité en elle-même, à l'unité sans contenu, sans programme. Nous croyons, en revanche, que dans tous les partis, dans tous les syndicats, que dans toutes les organisations qui composent la gauche française, mûrissent les conditions d'une unité réelle, dégagée des routines anciennes et ouverte sur l'avenir.

C'est pourquoi nous avons demandé à toutes nos fédérations de multiplier leurs initiatives, de faire appel, là où les possibilités existent, aux forces syndicales et populaires que l'on voudrait tenir à l'écart de la bataille électorale, de proposer inlassablement des formules capables de surmonter les obstacles en regroupement. C'est pourquoi nous leur avons demandé de ne jamais, à aucun moment et en aucune circonstance, laisser de côté le programme et les perspectives qui sont aujourd'hui les nôtres et qui seront demain celles de la gauche réunifiée. Nous préserverons, en tout état de cause, les possibilités d'expression du courant de la rénovation socialiste.

Gilles Martinet.

Les services publics en grève pendant 36 heures :

MANIFESTATION UNANIME CONTRE LA POLITIQUE SOCIALE DU RÉGIME GAULLISTE

LA grève des services publics, les 27 et 28 janvier, sera unanime, comme la précédente. Le gouvernement n'a pas réussi, après deux mois d'intrigues, à entamer un bloc qui unit dans l'action les centrales syndicales, les fédérations autonomes, et une large fraction des usagers. Il sait que ce bloc des travailleurs des services publics joue aujourd'hui un rôle déterminant, non seulement parce qu'il s'attaque directement à l'Etat-employeur, mais aussi parce qu'il contrôle l'énergie, les transports, la fonction publique et l'enseignement, c'est-à-dire des services sans lesquels le système de production ne peut fonctionner.

Le gouvernement sait aussi qu'il lui est actuellement très difficile de jouer du secteur privé contre le secteur public, d'opposer les travailleurs des entreprises privées à ceux des établissements publics. En effet, le patronat, grand et moyen, est aujourd'hui mécontent de la politique de stabilisation de Giscard d'Estaing, qui conduit à la stagnation, voire à un début de recul de la production dans certains domaines (textile, métallurgie, plastiques). Le patronat privé serait prêt dans certains cas à consentir des augmentations de salaires compensées par des licenciements et des transferts d'emplois, ce qui ne fait pas l'affaire du gouvernement. Celui-ci essaye donc d'obliger le patronat à accentuer la « détente » du marché du travail, c'est-à-dire à créer du chômage, pour effrayer le secteur public récalcitrant.

Mais ces manœuvres se heurtent à une ferme volonté de résistance et de lutte. Les cheminots exigent qu'un retard d'environ 8 p. 100 de leur salaire soit compensé par discussion devant la commission paritaire

de la S.N.C.F. Les électriciens et gaziers réclament un ajustement de 11 p. 100 des salaires, les travailleurs de l'Etat réclament la parité avec les travailleurs parisiens, les postiers, les agents de la R.A.T.P. exigent aussi des réajustements de salaires. Toutes ces revendications découlent de promesses faites par l'Etat, d'une hausse continue de nombreux prix de consommation non compris dans les indices officiels, d'une déqualification du travail dans de nombreux services de plus en plus mécanisés, ce qui menace les « services » de connaître la dégradation que l'industrie traditionnelle a connue au début du siècle.

Mais ces grèves légitimes et massives ne mettent pas seulement en cause le niveau de vie des salariés soumis à l'Etat. Elles posent tous les problèmes du statut de ces travailleurs, du caractère contractuel de leurs conditions d'emploi, de leurs relations avec le secteur privé.

Avec les commissions Toutée, Grégoire ou Massé, le gouvernement essaye d'inaugurer une politique de décision en matière de revenus de ses salariés, qui soit purement autoritaire. Incluse dans les orientations du Plan qu'il a fait approuver, cette politique montre que l'Etat capitaliste s'engage de plus en plus dans une « intégration » et une « bureaucratisation » qui nient le caractère contractuel et transitoire des relations économiques d'aujourd'hui.

C'est aussi contre cela que manifestent les travailleurs des services publics, notamment en affirmant un droit de grève que Pompidou a essayé en vain de leur contester. De plus en plus, chacun se rend compte que le secteur public devient l'enjeu d'une bataille sociale de grande envergure, qui

mettra en cause le régime tout entier. Le contrôle par les travailleurs des conditions de travail et d'emploi, la démocratisation des relations contractuelles, font partie d'une nécessité qui s'affirme de plus en plus : faire passer le secteur public au public, au lieu de le laisser dominer par l'Etat et mettre en coupe réglée par le patronat.

Cette lutte intéresse d'ailleurs toute la classe ouvrière. Il est remarquable que les techniciens, cadres et employés, en proportion si importante dans le secteur public, se joignent aux ouvriers dans une action commune. La tendance actuelle, même sur le plan technique, à la fusion entre les différentes catégories d'agents, malgré les hiérarchies minutieuses et les différenciations de salaires destinées à les diviser et les opposer, est un fait important.

Les agents des services publics veulent prendre leurs propres affaires en main. De Gaulle peut dire comme Louis XIV : « L'Etat c'est moi. » Mais les employés de l'Etat, en tout cas, savent qu'ils ne peuvent pas dire : « L'Etat, c'est nous. » D'ailleurs, les services publics, à notre époque, ne peuvent plus être la chose de l'Etat, cette abstraction oppressive, ni celle du potentat qui l'incarne. Ils doivent être le service de tous à tous, la chose publique et par conséquent les conditions de travail, les salaires de ses travailleurs doivent être discutés librement, au grand jour. Voilà ce que manifeste la grève d'aujourd'hui, préface à de plus amples mouvements où s'affirme une vitalité de la classe ouvrière dont les propagandistes du gaullisme prétendent si souvent qu'elle n'existe plus...

Pierre Naville.

LA PRÉPARATION DES MUNICIPALITÉS

LA S.F.I.O. EN ACTION

● « Le Monde » (26-1-1964, p. 10, colonnes 3 et 4). — A propos du Congrès fédéral de la S.F.I.O. de la Seine, appelé à ratifier l'accord SFIO-PC dans la Seine : « M. Georges Dardel, maire de Puteaux et président du Conseil général de la Seine, s'est prononcé contre l'accord, car son désir eût été de conserver l'alliance avec le centre, le M.R.P. et les modérés non gaullistes, sur lesquels il a toujours pu compter... » Mais la décision de ratifier l'accord avec le P.C. « s'impose à tous et ceux qui ne s'y soumettraient pas, s'exposeraient à des sanctions disciplinaires... Tel serait notamment le cas de M. Alphonse Le Gallo, maire de Boulogne-Billancourt... et de M. Georges Dardel... »

● « Le Monde » (26-1-1964, p. 10, colonne 3). — « La Fédération des Bouches-du-Rhône a décidé de traquer devant sa commission des conflits, en vue de leur exclusion du Parti, les dirigeants de la sous-section du littoral Sud de Marseille, qui avaient engagé des conversations dans le but de présenter dans ce secteur une liste de coalition avec les communistes. La Fédération, animée par M. Defferre, s'est déclarée, on le sait, hostile à tout accord avec les communistes. »

● « Le Monde » (26-1-1964, p. 10, colonne 5). — Aulnay-sous-Bois (Seine-et-Oise) : « La section S.F.I.O.

a rejeté à une très forte majorité les prétentions inadmissibles du Parti communiste... La décision de la section S.F.I.O. est contraire à l'accord conclu au Plan départemental... »

● « Le Monde » (26-1-1964, p. 10, colonnes 5 et 6). — « La S.F.I.O. fait liste commune avec le M.R.P. et les indépendants à Lille... ainsi qu'à Avignon. »

● « Le Monde » (26-1-1964, p. 10, colonnes 3 et 4). — Au Congrès SFIO de la Seine, MM. Gérard Jaquet, ancien ministre et Claude Fuzier, secrétaire général de la Fédération, ont défendu l'accord (avec les communistes) : « Leurs interventions peuvent être résumées ainsi : pour battre l'U.N.R. et compte tenu du rapport des forces, seule, l'alliance avec les communistes est efficace. Une entente avec le M.R.P. et les indépendants non gaullistes aurait abouti à une défaite certaine... Sans cet accord la S.F.I.O. aurait perdu la plupart de ses municipalités. Il faut donc l'accepter en précisant bien qu'il s'agit d'une entente de tactique électorale et non d'un accord politique. Il y a d'ailleurs sur le plan national bien d'autres alliances qu'avec le Parti communiste. La diversité des ententes montre, à l'évidence, qu'il n'y a pas d'accord politique avec les communistes. »

A la soupe et bon appétit !

LOIRE

De bonnes nouvelles de la Loire. A Saint-Chamond, une liste d'union (11 P.C.F., 10 P.S.U., 10 S.F.I.O.) s'opposera à la liste Pinay ; à Roanne, également liste d'union P.C.F.-P.S.U.-S.F.I.O.-Radicaux. Saint-Etienne est la seule des trois villes de plus de 30.000 habitants où l'union de la gauche ne semble pas se réaliser. La S.F.I.O. a choisi de s'allier aux indépendants et au M.R.P. pour constituer une liste qu'ont condamnée plusieurs syndicats et le C.N.A.L. Le P.C. et le

P.S.U. préparent une liste d'union élargie à des militants syndicalistes et laïques.

Dans plusieurs villes de moins de 30.000 habitants, le P.C. a accepté de participer à des listes d'union de la gauche dès le premier tour. Il en va ainsi notamment à Firminy-Lorette (liste P.C.-P.S.U.-S.F.I.O.-divers gauches), à Grand-Croix (liste P.C.-P.S.U.). A Rive-de-Gier, au contraire, le P.C. s'est refusé à constituer une liste d'unité.

LYON

Le bureau de la Fédération du Rhône du P.S.U. constate qu'après avoir mené simultanément et pendant plusieurs mois des négociations avec les partis de gauche d'une part, avec M. Pradel et les forces conservatrices d'autre part, la Fédération du Rhône de la S.F.I.O. a finalement choisi de s'allier à Lyon avec les ennemis de la classe ouvrière. Ce choix de la S.F.I.O. (section française de l'Internationale ouvrière) signifie que pour elle la défense des travailleurs est désormais rangée au magasin des accessoires et que seules comptent les places de conseillers municipaux.

En choisissant d'apporter son soutien à des listes où domineront les représentants des partis de droite et les amis de l'O.A.S. Soustelle, tels que Béraudier et Jarosson, ce parti soulève l'indignation de tous les travailleurs. Le P.S.U. est persuadé que de toute façon aucun socialiste n'apportera sa voix aux listes Pradel.

Le P.S.U., conscient de ses responsabilités, participera aux élections municipales, permettant ainsi aux socialistes authentiques de manifester leur opposition à ces pratiques scandaleuses et leur fidélité à leur idéal.

CORRÈZE

Des pourparlers ont été engagés depuis mars 64, à l'initiative du P.S.U. en vue de la constitution d'une liste unique de la gauche aux élections municipales. Le maire radical, M. Courbatère, ayant perdu son siège de conseiller général au profit du député U.N.R., dont il avait favorisé l'élection par son retrait pur et simple aux législatives de 62, démissionnait de son fauteuil au lendemain des cantonales. Les propositions d'une liste d'union aux élections partielles ont été refusées par le Parti communiste et les radicaux, mais acceptées par la S.F.I.O. Quelques jours après, le maire reprenait sa démission.

Après le vote de la nouvelle loi électorale et la prise de position du comité central du P.C., les communistes proposaient en juillet la préparation d'une liste d'union de la gauche et revendiquaient le poste de maire ; ils admettaient néanmoins de laisser la place au maire sortant. Dès cette époque, il apparaissait impossible de discuter sérieusement d'un programme municipal tant que la question n'aurait pas été résolue. Deux réunions eurent lieu, l'une en juillet et l'autre en octobre, sans voir apparaître la possibilité d'un accord dans la mesure où le Parti communiste (43 % des voix de la gauche) formulait des propositions, non

comme base de discussion, mais comme devant être acceptées par ses partenaires pour aboutir à un accord.

Après l'échec de ces négociations, la section P.S.U. qui refusait le maintien du maire sortant dont elle connaissait les liens avec l'U.N.R., gardait les contacts avec les organisations de gauche. Dans le même temps, le Parti communiste négociait avec le seul M. Courbatère et aboutissait début janvier à un accord (12 sièges dont 2 adjoints). Le lendemain, cet accord était rompu dans la mesure où les élus radicaux obligeaient leur leader à revenir sur ses propositions. Après cette rupture, le P.C. s'adressait publiquement à la S.F.I.O. et lui proposait le partage des sièges, le maire devant être SFIO.

La section S.F.I.O., sans refuser ces suggestions proposait un élargissement au P.S.U. et à M. Labrunie (Conseiller général U.F.D.) à qui elle faisait confiance pour la poursuite des négociations. La section P.S.U. prenait une position identique et faisait ressortir combien était juste son appréciation de la situation puisque M. Courbatère, en son nom personnel et au lendemain de sa rupture avec le P.C., ouvrait des pourparlers avec l'U.N.R.

Une réunion commune, à l'initiative de M. Labrunie, rassemblait toutes les

organisations de gauche et proposait au P.C. les 12 sièges et 2 adjoints qu'il avait acceptés lors de ses négociations avec le maire sortant. Quelques jours plus tard, le P.C. refusait ces propositions et réclamait le poste de maire.

Les négociations se poursuivent encore. Les militants P.S.U., soucieux de tout faire pour aboutir à un accord, estiment qu'il n'est pas possible, ni de se limiter à un marchandage de postes ou de sièges, ni d'accepter sans discussion les propositions à prendre

ou à laisser, du Parti communiste (qui sont encore difficiles à défendre après l'échec de ses négociations avec M. Courbatère). Une chance existe encore d'aboutir à un accord en dépassant le cadre de ce débat étroit pour s'associer, enfin, à la négociation, non seulement les partis politiques, mais seulement les partis politiques, sociales, culturelles forces syndicales, sociales, culturelles qui sont intéressées par la mise en place dans leur ville d'une équipe municipale soucieuse de faire avancer la démocratie communale.

SEINE-BANLIEUE

Colombes

	P.C.	P.S.U.	S.F.I.O.	Radicaux pas de candidat pas de candidat
Législatives 1958	9.219	2.276	3.012	
Législatives 1962	9.906	2.297	1.787	

Quelle est la force socialiste en voie de régression ? Aux municipales de 1959 le P.S.U. a échoué dans une tentative d'union des gauches. Il a dû faire alliance au premier tour avec la S.F.I.O. Celle-ci refusant de faire liste commune avec le P.C. au second tour, le P.S.U. s'est allié avec le seul

P.C. Qui s'est montré le plus unitaire du P.S.U. ou de la S.F.I.O. ? Répartition des 37 sièges : Propositions P.C. - S.F.I.O. : 22 P.C., 10 S.F.I.O., 3 P.S.U., 2 radicaux. Contre-propositions P.S.U. : 22 P.C., 7 S.F.I.O., 7 P.S.U., 1 personnalité.

Levallois

	P.C.	P.S.U.	S.F.I.O.	(S.F.I.O. + U.D.S.R. + radicaux)
Municipales 1959	9.601	1.014	2.129	
Législatives 1962	7.531	1.202	1.788	

La S.F.I.O. dès les municipales de 1959 n'ose plus se présenter seule. Elle cherche des alliés pour grossir ses voix. Quelle est la seule force de gauche en progression à Levallois ?

Proposition P.C. - S.F.I.O. : 22 P.C., 10 S.F.I.O., 3 P.S.U., 2 autres. Cela correspond-il au « rapport de forces réel » entre le P.S.U. et la S.F.I.O. ? Contre-proposition P.S.U. : 22 P.C., 10 S.F.I.O., 9 P.S.U.

Répartition des 35 sièges :

Clamart

	P.C.	P.S.U.	S.F.I.O.	(S.F.I.O. + radicaux)
Municipales 1959	5.709	1.280	2.960	
Législatives 1962	5.610	2.089	1.330	

La décadence de la S.F.I.O. à Clamart ne peut-elle pas être exactement chiffrée ? Quelle est la seule force de gauche qui progresse à Clamart ? Quel est le rapport de forces entre la S.F.I.O. et le P.S.U. ?

plus unitaire et le plus en accord avec ses principes de gauche ? Répartition des 33 conseillers : Première proposition P.C.-S.F.I.O. : 13 P.C., 17 S.F.I.O., 2 P.S.U., 1 radical. Contre-proposition P.S.U. : 10 P.C., 8 S.F.I.O., 9 P.S.U., le maire à la S.F.I.O.

La S.F.I.O. finit par emporter la mairie au second tour, dans une alliance qui comprend des radicaux, des modérés, des M.R.P., des indépendants et des U.N.R. L'U.F.D., elle, fait alliance avec le P.C. au second tour. Quel est le parti qui se montre le

Deuxième proposition P.C.-S.F.I.O. : 11 P.C., 17 S.F.I.O., 5 P.S.U. N'est-ce pas sur le dos du P.S.U. que le P.C. « fait une fleur » incroyable à la S.F.I.O. ?

Puteaux

La presse a fait état de la position de Georges Dardel, sénateur-maire de Puteaux, qui est opposé à l'accord conclu entre les fédérations de la Seine du P.C. et de la S.F.I.O.

Cette même presse informe ses lecteurs que les 1.616 mandats de la section S.F.I.O. de Puteaux ont été portés en abstentions.

Ce chiffre attire plusieurs remarques :

1°) « Puteaux Socialiste », « bulletin intérieur réservé aux militants de la section S.F.I.O. de Puteaux », publie chaque mois la liste des présents à la réunion mensuelle, ainsi que celle des absents excusés et parfois également celle des absents non excusés.

Le total de ces trois chiffres n'a jamais donné plus de 346 adhérents (nous possédons les bulletins) ; d'où vient donc la différence de 346 adhérents à 1.616 mandats ?

2°) En examinant les noms des adhérents putéoliens de la S.F.I.O., on peut faire les constatations suivantes :

a) Une vingtaine d'entre eux sont des industriels ou des entrepreneurs travaillant pour la ville de Puteaux.

b) Naturellement, les cadres de ces entreprises sont également adhérents à la S.F.I.O.

c) 55 p. 100 des adhérents sont des employés municipaux et les membres de leur famille.

HAUTES-PYRENEES : M. R. Billières « ce grand laïque »

M. René Billières, ancien ministre de l'Education nationale, fait figure de grand laïque dans tout le pays. Il vient, il y a quelques jours, au Cercle parisien de la Ligue de l'Enseignement, de prononcer des phrases que les laïques de ce pays ne peuvent qu'approuver, évidemment.

Mais René Billières, de l'horizon 80, a une position plus ambiguë. Ce monsieur a été le promoteur d'une liste pour les élections municipales de Tarbes qui a fait l'objet d'une motion de l'assemblée générale des instituteurs des Hautes-Pyrénées, dénonçant l'opération cléricale.

La liste imaginée par ce « grand laïque » comporte des antilaïques déclarés parmi lesquels le prési-

dent des parents d'élèves de l'école Jeanne-d'Arc de Tarbes. Mais éclectique, M. Billières a fait figurer à côté de ces derniers des membres de l'enseignement laïque qui pouvaient être considérés jusqu'ici comme sérieux.

Tout ça, bien sûr, au nom de la défense républicaine, de la lutte contre le pouvoir personnel, de l'expansion économique de Tarbes, etc.

La duplicité du personnage est allée jusqu'à faire figurer dans l'équipe qui prépare l'opération un instituteur détaché à l'Académie.

Cette dernière paraîtra ainsi mêlée à la combinaison. De la belle ouvrage, comme aurait dit Gavroche.



L'agriculture familiale serait-elle condamnée ?

(Photo A.D.P.)

OU VA L'AGRICULTURE ?

Les articles de Mallet parus dans *Tribune Socialiste*, n° 216 et 217, tracent un véritable programme socialiste pour l'agriculture, en partant de la situation actuelle et de ses tendances.

Il nous a semblé que ce programme était très théorique, et qu'il reflétait essentiellement les conceptions à la mode sur l'organisation. A un programme universitaire défini « d'en haut » pour les paysans, nous préférons une perspective, sinon un programme, élaborée « d'en bas », par les intéressés.

Dans le but d'y contribuer, la Fédération du Gard a adressé à quelques camarades agriculteurs exploitants un questionnaire concernant les conceptions de Mallet. Voici ce qu'il en ressort :

« La rentabilité »

Mallet considère l'agriculture familiale comme condamnée au profit de la culture industrielle. Ceci n'est vrai que d'un point de vue très général. En effet, la survie de telle ou telle forme d'agriculture dépend de sa rentabilité, et celle-ci dépend du genre de production. « Il est plus facile — écrit un de nos correspondants — à un petit viticulteur de surveiller la cueillette de 5 à 6 coupeurs de raisins de table (dont certains font partie de la famille) au point de vue maturité et choix, qu'à l'industriel de l'agriculture de surveiller 50 à 60 coupeurs, même s'il a à sa disposition un certain nombre de contremaîtres. Il s'ensuit une rémunération plus grande au point de vue qualitatif. L'expérience des marchés de Châteaurenard, Carpentras et Cavaillon le prouve aisément ». Un autre correspondant remarque qu'en outre la survie des petites exploitations sert à maintenir le profit des grandes.

Il semble en conclusion qu'il ne faille pas s'attendre à une disparition de la petite propriété familiale, mais plutôt à sa spécialisation, qu'elle ne servira pas seulement de volant compensateur, mais qu'elle joue un rôle

direct dans l'établissement de la rente foncière.

Nos camarades paysans sont réticents en ce qui concerne le « secteur coopératif autogéré » prôné par Mallet pour lutter contre la mainmise des trusts sur l'agriculture.

Ils constatent que les kolkhozes russes, aussi bien que l'agriculture industrialisée américaine, butent sur les mêmes problèmes. Remarquant en outre que les trusts achètent les propriétés dont le terrain a le meilleur rendement, ils estiment qu'avant de penser à des secteurs coopératifs autogérés, il est indispensable de revoir et de réformer les structures coopératives, tant du point de vue rentabilité que du point de vue démocratie. Un de nos correspondants, dans une lettre de mai 1963 qui n'a pas été publiée, s'est livré au calcul suivant :

Redessan : Coopérative, 75.000 hl vinifiés. Ne parlons pas du personnel employé pour la vendange et la vinification. Ne parlons pas du vinificateur et du comptable. Cette cave a un gérant, deux cavistes, une secrétaire et un président indemnisé au salaire de la secrétaire qui a une rémunération égale à celle d'un ouvrier agricole de la région. Au total : cinq personnes à vingt-cinq jours de travail par mois, ce qui donne un capital-travail de 1.500 jours : il faut donc une journée pour soigner 50 hl de vin.

Appliquant son calcul à un vigneron du coin qui récolte 600 hl, il constate qu'à une journée de travail correspond 85,7 hl. En fait, le système coopératif actuel a une rentabilité inférieure à celle de l'exploitant moyen.

Un secteur coopératif autogéré

Tous les camarades, par ailleurs, constatent que les grosses coopératives ne se différencient en rien des entreprises privées (ex. : Coopérative Céréales Nîmes). Les rapports entre les coopératives et les coopérateurs

sont exactement les mêmes que ceux d'une entreprise privée avec les producteurs.

Un autre correspondant remarque que, pour le vin, les coopératives ont apporté la qualité au produit — mais non bien-être au producteur. Stockant le vin, elles permettent la défense contre la concurrence (un autre correspondant estime même que les coopératives groupées pourraient lutter contre le gros commerce — les quelques douze grosses maisons de Paris — sur une échelle de près de 500.000 hl), elles ont apporté des progrès techniques impossibles pour l'isolé, et se présentent en position de force sur le marché.

En résumé, le problème des coopératives est complexe. La coopérative n'est pas une formule magique, et, comme l'écrit un correspondant « un secteur coopératif autogéré ne peut exister que dans un pays aux idées socialistes, ayant à sa tête un gouvernement le représentant bien, donc impossible actuellement ».

Mallet, chiffres en mains, montre la pénétration du capital étranger dans l'agriculture française. Chiffres incontestables. Mais l'origine des capitaux paraît de peu d'importance aux camarades. L'un d'eux remarque (ce que certains camarades ont tendance à oublier !) que « le capital n'a pas de patrie et ne cherche qu'une chose, à s'accroître ». Un autre remarque qu'il s'agit là d'une question de degré, le capitalisme français, pris isolément, pouvant être moins puissant.

Nos correspondants n'expliquent pas cette pénétration par les « bas salaires » de l'agriculture française. A vouloir trop simplifier les choses, on arrive à les dénaturer, et là encore il faudrait parler par productions. Mais ils constatent que l'industrie tend à devenir de plus en plus une activité spéculative, elle n'a pas de limites à sa production, qui peut aboutir à la saturation. Il n'y a pas de saturation possible en agriculture. Le capital voit donc dans ce domaine un investissement sûr, et un marché toujours croissant, en fonction de l'augmentation terrifiante de la natalité dans le monde. En agriculture il peut y avoir sous-consommation (et ce ne sont pas les capitaux qui en font les frais), il ne peut y avoir surproduction.

Les camarades sont sans illusion sur l'intégration capitaliste : ils estiment qu'on ne peut l'empêcher, qu'elle se développera sauf là où elle a bénéficié à ne pas se développer. Un camarade cite le cas de la « Libby's » pudiquement rebaptisée « Libaron » pour « faire français » : cultures maraîchères. Pour la première année de fonctionnement, tous les producteurs sont mécontents. En ce qui concerne les contrats de longue durée (quinze

ans, arboriculture fruitière), on considère que la signature du contrat équivaut à un suicide. Pourtant, des contrats se signent... Un camarade remarque qu'on ne peut espérer un groupement efficace des producteurs pour leur défense, de deux points de vue : « Les capitaux nous manquent, de même d'ailleurs que les idées vraiment socialistes dans un cadre individualiste par nature. »

Les syndicats contrôlés par les gros propriétaires

Il semble que Mallet surestime la valeur des syndicats paysans. Outre leur grande diversité, tous nos correspondants sont formels : ils sont contrôlés par les gros propriétaires (ou, ajoute l'un « par des petits mis en avant de la scène par des gros »). Un autre camarade donne comme exemple à l'appui la composition de la Chambre d'Agriculture de Nîmes...

Mallet estime que des mesures en faveur de l'agriculture ne peuvent être prises que dans le cadre d'un contre-plan économique et social. Tous les camarades sont d'accord sur ce point. Un d'eux écrit : « La situation agricole est étroitement liée à la situation générale... De toutes façons l'agriculture n'évoluera que dans un pays vraiment socialiste. Il est bon de souligner que la « droite » est pour la conservation des privilèges à une certaine catégorie de la société, mais il ne faut pas que la « gauche » fasse transférer ces privilèges d'une partie des citoyens à une autre partie (ce qui s'est produit jusqu'à présent) mais à l'ensemble des citoyens et principalement des travailleurs. »

De ce sondage, nous pensons pouvoir tirer quelques conclusions :

— l'évolution de l'agriculture dans un sens socialiste ne peut être assurée par le développement des organisations agricoles existantes, coopératives ou syndicats (ceci ne signifiant pas que ces organisations sont inutiles),

— il n'y a pas un « problème agricole », mais le problème de coordonner les activités agricoles avec les autres activités,

— il ne semble guère possible d'envisager une politique paysanne socialiste, autrement que comme prolongement de la lutte socialiste qui se perdra ou se gagnera dans les villes.

Nous souhaitons que les autres fédérations de province se livrent au même sondage, afin de donner effectivement la parole aux paysans acquis au socialisme. Notre enquête prouve que, s'ils sont rares, il y en a, et leur témoignage est indispensable pour que le parti puisse mener une politique réaliste en faveur des travailleurs des campagnes.

Fédération du Gard

TRIBUNE Socialiste

HEBDOMADAIRE DU PARTI SOCIALISTE UNIFIÉ
Directeur politique :

HARRIS PUISAIS

Rédacteur en chef :
ERIC BERGAIRE

● Administration : ● Rédaction :
54, bd Garibaldi Paris (XV^e) 81, r. Mademoiselle Paris (XV^e)
Tél. : SUF 19-20 Tél. : FON 22-60

● Publicité :
Geneviève Mesgulche
6, Avenue du Maine
Paris-14^e Tél. : LIT 19-39.
Pub. Littéraire : 71, r. des St-Pères, Paris

Abonnement : C.C.P. Paris 5826-65

6 mois 18 F
1 an 35 F
Soutien : à partir de .. 70 F
Changement d'adresse : 0,50 F.

Directeur de la publication :
Roger CERAT

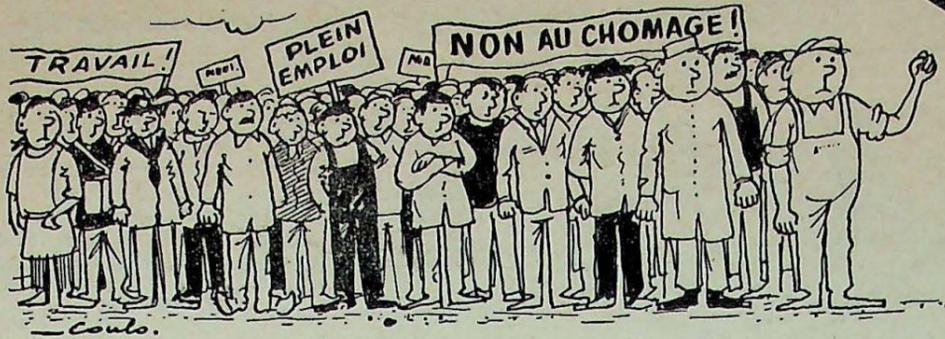
LES IMPRIMERIES LAMARTINE S.A.
58-61, rue La Fayette
Paris (9^e)

A partir de la semaine prochaine :
UN REPORTAGE EXCLUSIF

« CUBA AN VI DE LA REVOLUTION »

par Harris PUISAIS, directeur de Tribune Socialiste

- La vie quotidienne à Cuba.
- La formation des cadres politiques.
- L'avenir économique de Cuba.
- L'immense effort pour l'éducation.
- Le socialisme cubain et l'Amérique latine.
- Cuba et l'Afrique.
- Castro, le gaullisme et la France.



LA RECESSION ET

LE moment semble opportun de faire le point exact de la situation économique française. Les avis les plus contradictoires, en effet, se font jour, même dans les sphères gouvernementales. Giscard d'Estaing proclame, en accord avec le message de Nouvel An du général, que l'équilibre des prix étant maintenu, tout est pour le mieux, alors qu'au contraire Pompidou admet la nécessité d'une relance pour endiguer les menaces de crise économique et que Vallon regrette que 1964 n'ait pas été « l'année sociale ».

Nous ne reviendrons certes pas sur l'histoire économique des quinze derniers mois qui constituent une « ère de stabilisation » destinée à endiguer l'inflation, grâce aux restrictions sur le crédit, à l'équilibre strict du budget, aux retards apportés dans les commandes de l'Etat et au blocage des prix industriels et agricoles. Mais nous essaierons, en analysant les principaux secteurs d'activité, de déterminer à quel degré de détérioration est parvenue l'économie française.

1.- La détérioration de l'activité économique

a) L'indice national de la production industrielle (corrigé des fluctuations saisonnières) plafonne, depuis janvier dernier, au même niveau, alors qu'au cours des dernières années il s'accroissait de 5 à 6 % par an. Cette stagnation est confirmée par l'analyse de la situation par branche : la construction automobile, qui constitue malgré tout l'industrie pilote en France, a enregistré une régression de 8,5 % sur 1963 ; l'équipement mécanique, les machines-outils, le papier-carton sont également en régression ; mais c'est le textile et les cuirs et peaux où la récession paraît le plus solidement installée. Il faut, au contraire, constater que certaines branches comme le bâtiment et les travaux publics, la chimie, le verre, la construction électrique, ne subissent pas encore les effets du processus.

b) La progression des investissements est très faible ; il s'agit d'ailleurs d'un phénomène vieux de deux ans qui n'a fait qu'empirer en 1964. Le patronat estime que l'investissement industriel privé a régressé de 9 % depuis 1962 (compte tenu de la hausse des prix). Cet état de fait est particulièrement grave dans un pays qui, contraint à la concurrence de ses partenaires du Marché commun et des autres pays « atlantiques », doit être voué à l'expansion et doit rechercher la rentabilité optimum pour faire bonne figure sur le plan international. La France ne consacre actuellement que 21 % de son produit intérieur brut à l'investissement contre, par exemple, plus de 26 % en Allemagne et aux Pays-Bas.

Ainsi, son avenir économique est fortement hypothéqué par cette politique malthusienne et les effets s'en font sentir dès maintenant par la régression de ses exportations.

c) La consommation, si l'on en juge par l'indice des grands magasins, est en complète stagnation par rapport à l'année dernière. De plus, il ne faut pas oublier que cet indice est calculé à Paris, que certaines régions sont encore plus touchées que la capitale et que la stagnation y fait place à un net recul du

pouvoir d'achat. Même pour la période de Noël, qui est traditionnellement favorable aux ventes, les commerçants ont fait part d'une forte déception.

d) Au total, comment peut-on juger la situation économique actuelle ?

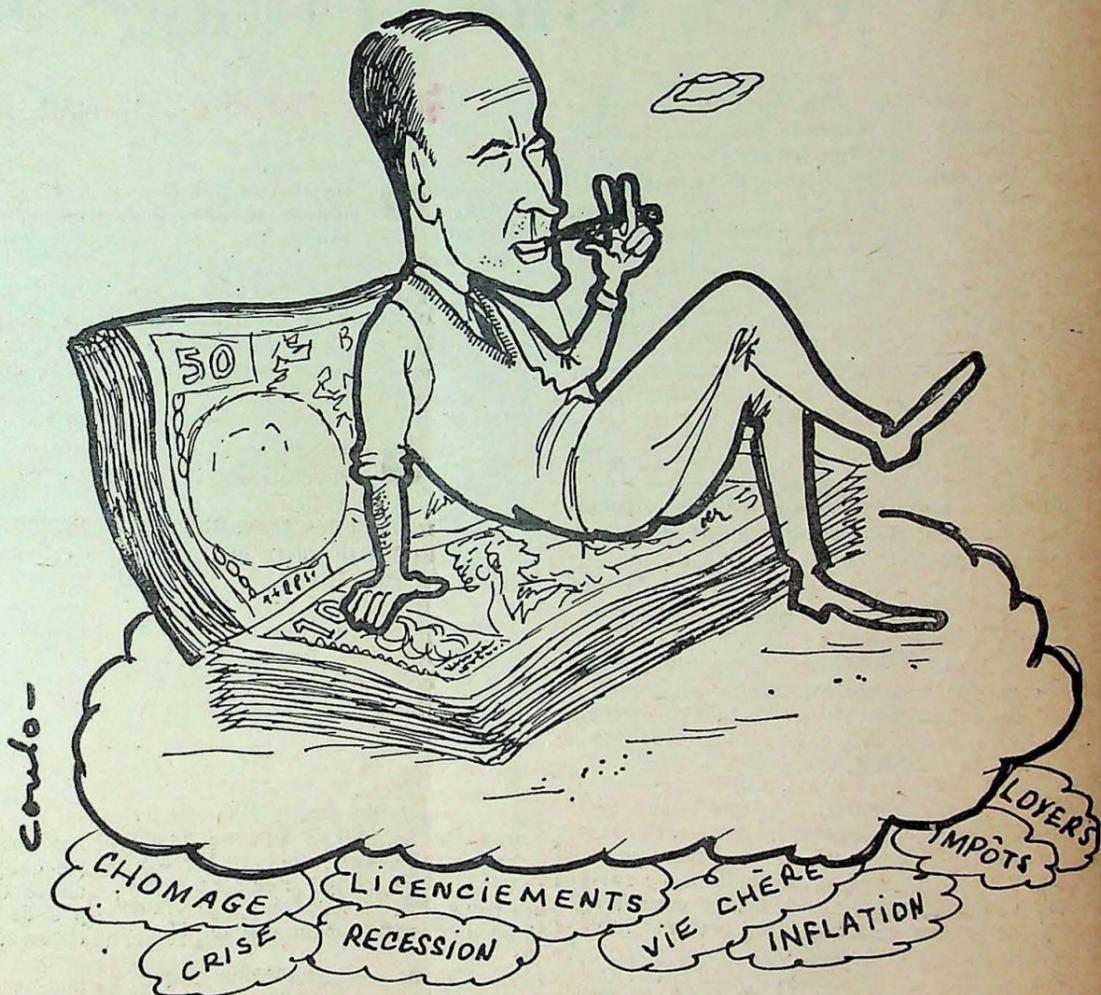
La Chambre de commerce de Paris, dans sa dernière lettre de conjoncture, considère que l'année, dans son ensemble, a donné des résultats assez satisfaisants et que « le Plan de stabilisation ne semble pas, notamment, avoir provoqué des écarts ou des renversements suffisamment forts pour compromettre le IV^e Plan ». Cependant, le

maintenir et des investissements à promouvoir.

Quant aux syndicats ouvriers, qui ont été les premiers à critiquer le plan de stabilisation, ils sont unanimes à dénoncer la récession, chacun dans le style qui lui est propre :

- plus agressif à la C.G.T. ;
- plus moderniste à la C.F.D.T. ;
- plus conciliant à F.O.

Cette dernière, qui a accepté de discuter, chez Pompidou, la semaine dernière, après avoir fait part au premier ministre de ses inquiétudes, s'est certes montrée satisfaite des propos rassurants



« Tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes... »

défaut de cette analyse est d'amalgamer l'ensemble de l'année 1964 alors que la rupture s'est produite vers mai ou juin. La Chambre de commerce juge sur une moyenne annuelle qui n'est absolument pas significative.

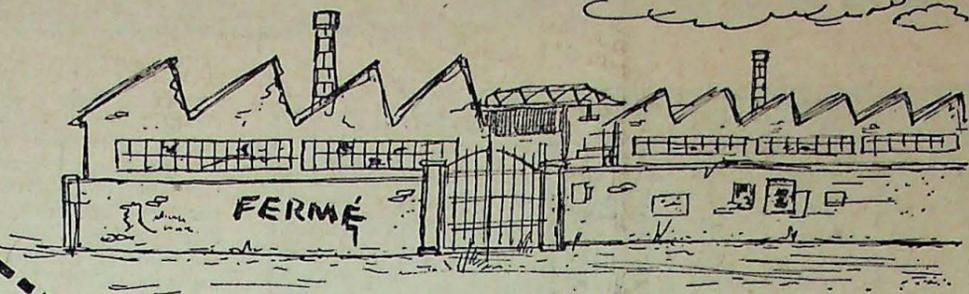
Au contraire, la dernière analyse du C.N.P.F. est franchement pessimiste parce qu'elle se base sur la situation en fin d'année et non sur celle des douze derniers mois. De même, la très officielle I.N.S.E.E., commentant la dernière enquête de 1964 auprès des chefs d'entreprise, conclut à la dégradation certaine du climat économique et au pessimisme grandissant des industriels quant aux perspectives d'avenir. Cette constatation est très importante, car leur opinion conditionne le niveau des investissements ; il est donc peu probable que ceux-ci reprennent au cours des prochains mois.

La Confédération générale des cadres qui, au point de vue idéologique, se situe plus près du patronat que des syndicats ouvriers, attaque, elle aussi, la politique de Giscard au nom de l'expansion à

de celui-ci (Bergeron, Louet), mais, au contraire, Tribié, représentant des fonctionnaires, s'est montré beaucoup moins enthousiaste devant les dérobades du même Pompidou.

Cependant, objecte-t-on, pourquoi les syndicats ouvriers se préoccupent-ils de l'expansion, du taux d'investissement et de la propension à consommer qui concernent au premier chef le patronat, c'est-à-dire l'adversaire ? Ne dépassent-ils pas leur rôle en s'immisçant dans la politique économique nationale, au lieu de se borner à revendiquer et à défendre les positions acquises par les travailleurs ?

En réalité, la politique à suivre par les syndicats ouvriers est beaucoup plus complexe, car ils ont compris depuis longtemps que le salaire et la stabilité de l'emploi dépendent non seulement de la pression qu'ils exercent et du statut juridique de la propriété, mais aussi de la conjoncture économique. Actuellement, le début de récession que nous connaissons a les effets suivants sur la condition ouvrière :



2. - Conséquences sociales de la récession

1° Une stagnation complète du pouvoir d'achat moyen des salariés (même à nombre d'heures de travail égal), le salaire horaire ne s'accroissant pas plus vite que l'indice des prix.

2° Une diminution du nombre d'heures de travail et du niveau de l'emploi global, ce qui a pour effet d'amoin-drir le niveau du pouvoir d'achat réel des travailleurs ; en trois mois, le nombre des demandes d'emploi s'est accru de 20 % et celui des offres a, au contraire, dé-créu dans une proportion identique, ce qui est un indice certain de sous-emploi.

3° Mais le plus grave, c'est que cette situation affecte particulièrement cer-tains secteurs et certaines régions. Si, en effet, cette baisse moyenne d'activité était répartie sur l'ensemble des travail-leurs, la situation de ceux-ci serait pénible, mais non catastrophique. Au contraire, le fait que certains secteurs et certaines régions subissent toute la charge de la récession, rend insupportable le sort de ceux qui y sont soumis :

a) Par secteur. Dans le textile, qui est le plus atteint, il y a 100.000 travail-leurs soumis à un chômage partiel, c'est-à-dire que les horaires sont tombés de 42 heures (en moyenne) à 36, à 32 ou même à 24 heures, selon les cas ; un cer-tain nombre d'entreprises ont dû licen-cier un pourcentage important de leur personnel et certaines ont même dû fer-mer leurs portes. La crise est générale, elle touche l'ensemble du marché (laine, coton, mais aussi nylon, bonneterie, confection et habillement), elle n'exclut aucune région où il y a du textile : Nord, Est, Normandie, Cholet, Lyonnais, Au-vergne, Alpes, Sud-Ouest.

— Dans les cuirs et peaux et dans l'industrie de la chaussure, le marasme est non moins ressenti par les travail-leurs, en particulier dans l'Est, dans la région de Limoges et à Saint-Junien, où l'on compte 2.000 chômeurs.

— Dans l'industrie des métaux et dans la mécanique, la crise, tout en étant moins générale, est néanmoins réelle : nous rappellerons la situation de la fon-derie à Saint-Nazaire et de la métallur-gie à Hennebont, qui s'aggrave de jour en jour, mais Saint-Nazaire et Henne-bont ne sont plus des cas isolés ; il y a eu, depuis, la crise de Bull qui a causé le licenciement de 700 salariés à Saint-Quentin, celle des Forges de la Méditer-ranée qui a provoqué 400 licenciements, la « réorganisation » de Schneider qui permettra plusieurs centaines de licen-ciements à Saint-Etienne, la fermeture de Pusine Delattre-Levivier à Dammarie-les-Lys (2.000 ouvriers touchés) ; enfin la crise est générale dans le sec-teur de la sous-traitance.

— Dans l'automobile, les quatre gran-des sociétés françaises ont réduit leurs horaires et même, comme chez Simca, procédé à des licenciements. L'accord de Renault a été reconduit en fait mais non en droit, c'est-à-dire qu'il peut être dénoncé d'un moment à l'autre, si la charge des prestations à verser devient trop lourde. Enfin le fabricant de ca-mions Willème licencie 1.000 travail-leurs.

— Dans le bois (Vosges), l'alimenta-tion, l'industrie du jouet, la réduction des horaires est souvent appliquée. Elle

gagne même la chimie (Gallois à Châ-teau-Chinon, Someca à Carcassonne).

— Enfin, nous n'insisterons pas sur la situation des fonctionnaires et des nationalisés, pour lesquels le gouverne-ment refuse toute négociation sérieuse sur les salaires.

b) Par région. Lorsque les industries en récession sont fortement représentées dans une région ou que plusieurs bran-ches y cumulent leurs effets dépressifs, la situation de cette zone devient alar-mante. Il en est ainsi :

— du Nord, qui subit la crise du coton et de la laine, mais également les effets de la reconversion des charbonnages et les difficultés de la mécanique (Thom-son à Lesdin) ;

— de l'Est et en particulier les Vos-

ges, qui pâtissent du marasme cotonnier et de la crise du bois ;

— du Limousin, où la dégradation de l'industrie de la chaussure s'ajoute aux difficultés à reconvertir les ateliers de l'Armée ;

— de la zone de Nantes-Saint-Nazaire, qui additionne les marasmes de la fon-derie, de la construction navale et de la mécanique ;

— même les régions fortes ont des difficultés : région parisienne (automobile, mécanique, sous-traitance, habille-ment), Alsace (textile, métaux, méca-nique), Haute-Normandie (textile, chan-tiers navals, mécanique). Mais les sec-teurs encore en expansion permettent à ces régions de compenser pour le mo-ment les facteurs de récession.

Quelle doit être l'attitude des socialistes face à cette situation ?

1 Ils doivent, en premier lieu, dé-noncer les mesures qui ont direc-tement provoqué la crise actuelle ; ils doivent expliquer à l'opinion publi-que le processus de la dépression et lui indiquer ce qu'il aurait fallu et la poli-tique qu'il faut présentement mener pour éviter une dégradation plus impor-tante.

2 Ils doivent également soutenir les revendications ouvrières et être à l'avant-garde de la lutte que mènent les travailleurs qui cherchent à éviter de faire les frais de la crise nais-sante. Il est en effet paradoxal et in-juste que ce soient les salariés, irres-ponsables de la situation, qui subissent les conséquences les plus pénibles de cette dépression... mais c'est également dans la logique du système capita-liste.

3 C'est pourquoi les socialistes doi-vent aussi inlassablement remon-ter à la source du mal, c'est-à-dire accuser sans relâche le régime capi-taliste qui ne sait pas concilier l'expan-sion et la stabilité des prix et qui va de l'un à l'autre d'une façon empirique, qui frôle la crise après avoir frôlé l'infla-tion et qui, à ce jeu, risque d'entraîner, un jour ou l'autre, tout le monde dans la catastrophe.

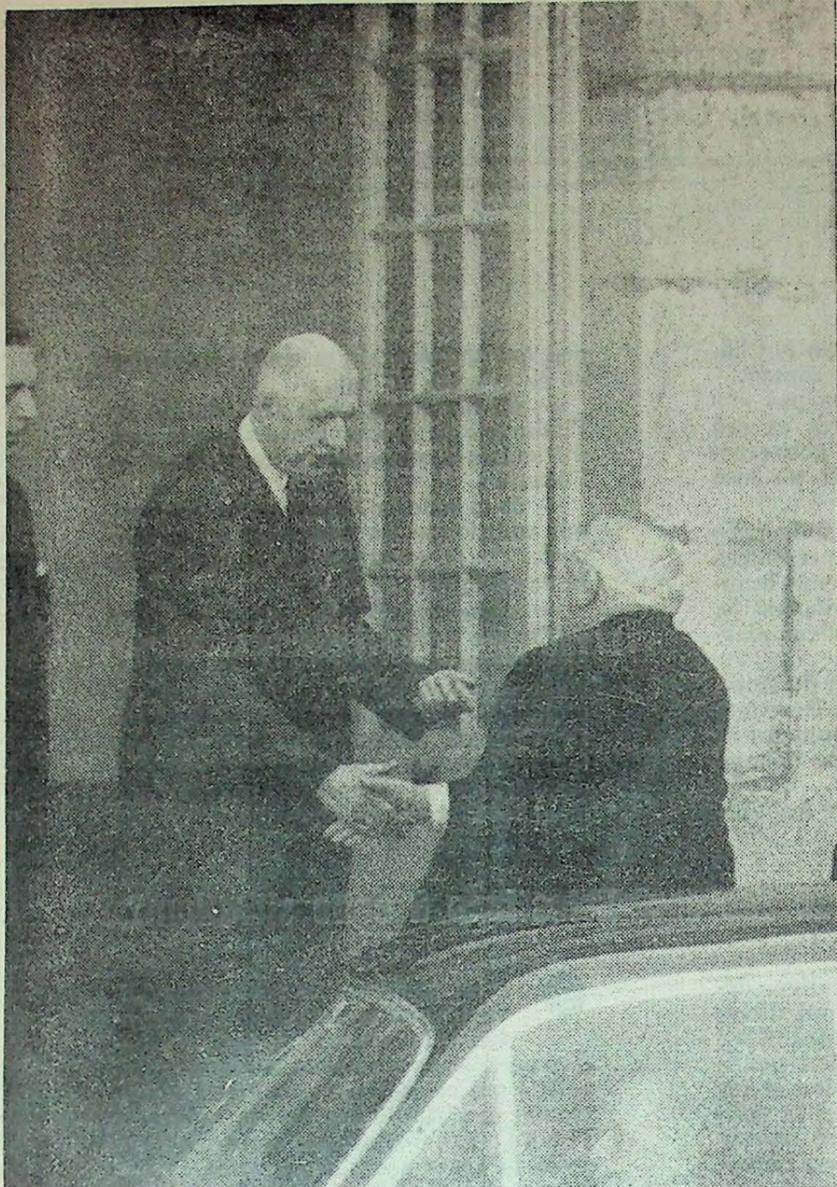
Il faut remonter jusqu'à l'origine, c'est-à-dire à l'appropriation privée des moyens de production, qui est cause du gaspillage et du manque de coordina-tion ; il faut opposer à la charte du patronat français du 19 janvier dernier la charte économique du socialisme pour proclamer notre foi profonde dans le système que nous défendons et dénoncer les tares de celui que nous combattons.

Yves Durrieu.



SAINT-NAZAIRE. — La lutte contre les licenciements s'est généralisée.

(Photo A.D.P.)



(Photo A.D.P.)

S'est-on vraiment entendu ?

RAMBOUILLET

Premier objectif du chancelier ERHARD : les prochaines élections allemandes

Rien d'imprévu, mais rien d'important non plus, ne semble être sorti des entretiens de Rambouillet entre le général de Gaulle et le chancelier Erhard. Sans en tirer vanité, car le pronostic en la circonstance était relativement aisé, nous pourrions reprendre aujourd'hui ce que nous écrivions dans notre précédent numéro.

On chante victoire à Bonn. A un diapason un peu plus bas, on se déclare très satisfait à Paris. On s'accorde à dire, de part et d'autre, que l'atmosphère a été très bonne. Et cette fois sans doute, la formule diplomatique correspond à la réalité. Chacun des deux interlocuteurs avait intérêt à une réconciliation, fût-elle apparente et précaire. Erhard, engagé dans son année électorale, devait à tout prix refaire l'unité de la C.D.U., son parti, désarmer le clan Adenauer-Strauss, et faire figure d'homme qui a réussi à donner un nouveau départ à l'élaboration de l'unité européenne. De Gaulle, de son côté, en se déclarant satisfait après la brouille de l'été et de l'automne, peut laisser entendre qu'il a séduit Erhard et que « l'Europe européenne » est en bonne voie. Signalons en passant une interprétation de l'éditorialiste du « Monde » qui est assez vraisemblable : de Gaulle pouvait craindre « qu'un échec diplomatique de M. Erhard n'amène au pouvoir à Bonn une opposition qui ne se cache pas d'appuyer totalement la ligne américaine ».

Incontestablement, donc, il y a détente dans les rapports franco-allemands. Mais que résulte-t-il de tangible de ce changement d'atmosphère ?

Dans le domaine de la construction européenne, de Gaulle a accepté les propositions allemandes en vue d'une relance des tentatives d'unification politique : réunion des six ministres des Affaires étrangères d'abord, puis rencontre au sommet des chefs de gouvernement. Mais ceci n'est qu'un calendrier, tout au plus une méthode. A-t-on procédé à un échange de vues assez approfondi pour que l'accord ait été réalisé également sur les objectifs à atteindre ? S'est-on vraiment entendu sur les résultats auxquels ils devraient aboutir les réunions prévues ? C'est ce qu'on ignore. Mais il est probable que si l'entente avait été poussée aussi loin, le désir de ne pas choquer les quatre autres partenaires par un accord bilatéral préalable n'eût pas empêché les indiscrétions officieuses. On croit même savoir que de Gaulle aurait marqué son peu d'intérêt pour la création d'un organisme permanent, que prévoient les projets Spaak et Erhard. C'est qu'on touche ici à la divergence fondamentale que nous signalions la semaine dernière : de Gaulle ne veut pas s'engager, si peu que ce soit, dans la voie d'un abandon de souveraineté.

Il ne semble pas que les problè-

mes de défense aient été discutés de manière approfondie. La M.L.F. est en sommeil et la force nucléaire européenne n'est pas pour demain. Chacun avait intérêt à ne pas pousser trop loin l'investigation. On notera cependant l'ambiguïté de la déclaration faite par le porte-parole du quai d'Orsay : « La France, a-t-il dit, considère « comme parfaitement légitime le désir de l'Allemagne d'être associée à la stratégie nucléaire ». M. Peyrefitte, interrogé à ce sujet, s'est tout simplement référé à l'existence de l'O.T.A.N. et à la participation de l'Allemagne aux débats qui s'y déroulent. Si ce n'est rien d'autre, en effet, pourquoi une telle déclaration ? Pourquoi donner l'impression qu'on a tenté de réduire les Allemands en promettant de leur donner plus en matière nucléaire que ce qui leur a été accordé jusqu'ici ? Aurait-on voulu

faire auprès d'eux de la surenchère sur les Américains ?

Enfin en ce qui concerne la réunification de l'Allemagne, de Gaulle paraît avoir fait à Erhard une concession qui ne l'engage pas à grand-chose et qui, de surcroît, a l'avantage à ses yeux de prendre une attitude opposée à celle de Washington et de Londres : il aurait dit qu'il ne faisait aucune objection à ce que le gouvernement de Bonn fasse une démarche à Moscou pour tenter d'ouvrir à nouveau le débat sur ce sujet.

Au fond, c'est peut-être Erhard qui tirera le plus de profit de l'entrevue de Rambouillet. Mais son avantage est surtout de nature tactique et concerne plutôt la prochaine bataille électorale en Allemagne de l'Ouest que la situation internationale.

R. V.

AFRIQUE NOIRE

Un étudiant gabonais expulsé de France

Le 6 janvier 1965, notre camarade Mba-Ndong, ancien président de l'Association générale des Etudiants du Gabon, s'est vu interdire son entrée en France alors qu'il revenait de Suisse : la police de l'aéroport de Genève fit savoir à notre camarade qu'il aurait été frappé, depuis le 30 novembre 1964, d'une mesure d'expulsion de la part du gouvernement français.

Jusqu'à la fin du mois de décembre 1964, Mba-Ndong se trouvait encore en France et aucune notification ne lui a été faite de l'arrêt d'expulsion pris à son encontre. Aucun délai ne lui a été accordé pour régler ses affaires à Paris.

Cette procédure insidieuse reflète l'hypocrisie dont les autorités françaises entendent entourer désormais l'expulsion des étudiants africains en France.

Notons que la date d'expulsion de notre camarade coïncide étrangement avec la période des dernières suppressions de bourses aux étudiants gabonais — dont Mba-Ndong — par le gouvernement de Léon M'ba, récemment réinstallé au pouvoir par les parachutistes français.

La mesure d'expulsion dont est victime Mba-Ndong s'insère dans le cadre général de répression des étudiants gabonais. En effet, dès septembre 1961, une série de mesures d'expulsion furent prises par le gouvernement français à l'encontre d'étudiants gabonais : Redjambe-Issany, Ndong-Obiang, Ondo-Nze (alors respectivement secrétaire général, vice-président et président des Etudiants gabonais). Ces derniers furent livrés, menottes aux mains, à la police gabonaise stationnée pour la circonstance à l'aéroport du Bourget.

L'expulsion du camarade Mba-Ndong, intervenant après l'expulsion de camarades camerounais, maliens,

guinéens, ivoiriens et plus récemment dahoméens et l'ensemble des mesures coercitives prises contre les étudiants africains, en général, et gabonais, en particulier, montrent :

1° le désir farouche des gouvernements néo-coloniaux d'Afrique de briser la lutte pour une indépendance effective entreprise par les étudiants et les progressistes africains conformément aux aspirations profondes des peuples ;

2° le ferme soutien dont le gouvernement fantoche de Léon M'ba continue à bénéficier auprès du gouvernement français.

Devant la gravité de la situation et l'insécurité sans cesse croissante des étudiants africains en France, la Fédération des Etudiants d'Afrique noire en France (F.E.A.N.F.) et l'Association générale des Etudiants du Gabon (A.G.E.G.) :

— élèvent une énergique protestation contre l'expulsion du camarade Mba-Ndong dans son principe et dans les formes insolites et hypocrites dans lesquelles elle s'est opérée ;

— dénoncent la politique des néo-colonialistes en Afrique, en général, et au Gabon, en particulier, politique qui tend à empêcher par tous les moyens (intervention des troupes françaises au Gabon, notamment) toute tentative de libération nationale effective des peuples africains.

— réaffirment qu'aucune mesure d'expulsion ou autre ne saurait empêcher les étudiants et les peuples africains de poursuivre résolument leur combat contre le néo-colonialisme et l'impérialisme ;

— invitent les organisations démocratiques de France à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour que cessent les mesures d'expulsion et d'intimidation régulièrement prises par le gouvernement français à l'encontre des étudiants africains en France.

La guerre d'Algérie c'est 24.000 morts et 50.000 blessés

C'est aussi la douloureuse expérience de 3.000.000 de jeunes Français. Abandonnés aujourd'hui par tous ceux qui les ont utilisés pour une triste besogne, le P.S.U. se doit de les informer du sort qui les attend, demain, dans des structures économiques où ils seront des inadaptés...

Le prochain numéro de T.S. publiera une étude consacrée aux jeunes anciens combattants de la guerre d'Algérie. Veuillez noter, ci-dessous, les noms et adresses des

jeunes citoyens concernés par ce problème et retourner cette liste à Tribune Socialiste, 54, bd Garibaldi.

Le prochain numéro leur sera adressé gracieusement.

U.N.E.F.

Débats politiques importants

La première conclusion que l'on peut tirer de la dernière assemblée générale de l'U.N.E.F. est très positive : les débats politiques ont été, la plupart du temps, intéressants, bien posés, clairs et il semble que les différentes associations générales auront la possibilité d'alimenter ces mêmes débats, de se déterminer et de décider au prochain congrès de l'U.N.E.F. (Bordeaux, Pâques 65). Quelle sera la stratégie de l'U.N.E.F. à long terme, quelles en seront les conséquences à court et moyen terme ?

Quelles sont donc les oppositions politiques qui se manifestent à l'intérieur de la minorité de l'U.N.E.F. ? Quels sont les schémas politiques qui sous-tendent l'orientation des deux tendances qui s'opposent à l'heure actuelle (la tendance « apolitique » traditionnelle étant mise à part) ?

De Dijon au 21 février 1964

1 Le congrès de Dijon, tournant du mouvement étudiant, avait redéfini l'étudiant par rapport à son travail, à sa formation, à son devenir professionnel, à son statut socio-économique en replaçant l'Université dans le cadre économique qui est le sien (problèmes de la démocratisation de l'enseignement, en liaison avec la planification et le marché de l'emploi, la division sociale du travail...). De plus, un nouveau type de pratique syndicale avait été défini dans le sens d'une participation véritable de la base aux prises de décisions et surtout à l'élaboration la plus large et la plus constante possible par la plus grande masse. Les expériences, les enquêtes, les commissions devaient être généralisées au niveau le plus bas, c'est-à-dire au niveau de l'amphithéâtre. L'U.N.E.F. se voulait un syndicat de masse, c'est-à-dire non pas que tous les étudiants prennent conscience spontanément de telle ou telle situation, mais que l'U.N.E.F. soit capable d'intervenir parmi tous les étudiants et de leur faire prendre conscience de leur situation dans l'Université et dans la nation.

Or, l'U.N.E.F. a été confrontée, depuis Dijon, à un certain nombre d'échecs objectifs (baisse de cartes, corporatisme à la base compensée par une politisation artificielle au sommet, échec de l'occupation de la Sorbonne...).

Cet échec de l'U.N.E.F. est d'ailleurs l'échec de l'ensemble de la gauche : les luttes sociales importantes attendues n'ont pas eu lieu, le pouvoir est resté plus autoritaire que jamais, l'évolution des partis politiques et en

particulier du P.C.F. ne se manifeste toujours pas, les problèmes de l'unité n'ont pas avancé.

Le pari de l'U.N.E.F.

A partir de ces constatations, une tendance majoritaire actuellement, et certains de ses leaders contestent la possibilité pour l'U.N.E.F. de pouvoir porter son combat contre la technocratisation et l'industrialisation de l'Université voulue par le pouvoir pour des réformes structurelles de l'enseignement dont les principes de base ont été définis dans le manifeste de l'U.N.E.F. Un tel combat ne peut qu'entraîner, à l'heure actuelle, soit une minorisation politisée du syndicat (« une marxisation », soit une intégration rapide au système politique et économique existant, ce combat aboutissant à un corporatisme généralisé à la base, c'est-à-dire à un essai de rationalisation de l'Université par des réformes partielles sans contenu politique véritable.

Cette analyse consiste à dire que l'U.N.E.F. a engagé un « pari » qu'elle a perdu et qu'il s'agit désormais de faire en sorte qu'elle redevienne « l'organisation de masse » qu'elle était il y a quelques années, qu'elle est condamnée à n'avoir qu'une stratégie défensive, que le syndicat étudiant doit attendre une évolution des forces démocratiques et les mutations économiques importantes qu'il y aura aux environs de 1970 (mutations économiques à l'échelle de l'Europe, entrée massive dans l'économie des cadres moyens et des techniciens supérieurs qui feront naître dans les structures économiques et sociales du pays des heurts et des blocages importants du fait de leur sous-formation, de leur intégration dans le système néo-capitaliste, dont ils ne seront que les exécutants, couche sociale dont l'importance future est considérable).

L'U.N.E.F.

« groupe de pression »

A court et moyen terme, cela signifie que l'U.N.E.F. aura une stratégie défensive, que toute réflexion et analyse autonome sont condamnés à disparaître. L'U.N.E.F. ne sera pas le syndicat qu'elle voulait être, elle sera peut-être antigauilliste, ce qui peut aboutir à une manipulation de la base non consciente et sans pratique véritable par le sommet politisé. L'U.N.E.F. s'est heurtée au mur du préalable politique, qui est le résultat d'une analyse par ailleurs profondément anti-syndicale, qui consiste à dire qu'il faut

attendre la chute du régime pour que le syndicat puisse voir ses revendications satisfaites.

L'U.N.E.F. rassemblera le plus d'étudiants possible sous des revendications très traditionnelles pour refaire « l'unité du mouvement ». Elle redeviendra le « groupe de pression » qu'elle était ; elle sera l'une des « courroies de transmission » des partis de gauche qui se refusent de poser les vrais problèmes du passage au socialisme. Elle pratiquera une certaine politique intersyndicale, par ailleurs inefficace, préalable elle aussi à toute action de masse du mouvement étudiant. Cela entraîne une prise de pouvoir à l'U.N.E.F. des corporatistes et des étudiants suivistes par rapport au P.C.

L'axe de cette politique consiste à dire que toute stratégie fondée sur une lutte pour des réformes de structures est certainement fondamentale pour les luttes à venir, mais dangereuse maintenant du fait de la position défensive des forces démocratiques. Cette affirmation « est incohérente », il est « fondamentalement contradictoire de lutter pour le socialisme aujourd'hui sans lutter déjà et en même temps, ici et maintenant, là où nous sommes, sur les lieux d'apprentissage et de travail, pour la transformation de toutes les structures sociales » (1).

Certains plus pessimistes (« Nihilisme politique de Marc Krevetz et de ses amis » (1) poussent cette analyse à un tel point qu'il leur semble que l'apolitisme du milieu va entraîner à l'U.N.E.F. une prise de pouvoir des « majos traditionnels », une minorité de l'U.N.E.F. restant politisée et « attendant son heure ». (Il y a, par ailleurs, possibilité de passage à moyen terme d'une direction corporatiste à une direction « apolitique ».)

(Il existe une troisième voie que d'aucuns qualifient d'imaginaire, c'est celle de la disparition de l'U.N.E.F. A cet égard, il serait bon de méditer sur l'avenir de la « Zengakuren » (Union nationale des étudiants japonais) qui fut capable, il y a quelques années, de mettre cent mille étudiants offensifs dans la rue, et même de faire démissionner un Premier ministre, en manifestant contre le traité nippo-américain de défense, qui fut pour eux leur « guerre d'Algérie ». A l'heure actuelle, la Zengakuren, après un essai d'orientation sur les problèmes universitaires, est divisée en multiples sectes et tendances, chinois, trotskystes... La Zengakuren a désormais disparu de la vie politique.)

Une telle analyse a conduit le bureau de l'U.N.E.F. à démystifier la plate-forme revendicative qu'il avait élaborée et que l'assemblée générale avait adoptée la veille avec une certaine majorité. La possibilité actuelle pour l'U.N.E.F. de poser les problèmes du statut et de la fonction sociale de l'étudiant, à partir de la revendication de l'allocation d'études, et par là même de créer un rapport de forces favorable, est nulle ; soit par l'apolitisme du milieu, soit parce que le mouvement n'en veut pas.

Structures de formation et structures économiques

2 Cette analyse générale de l'U.N.E.F. est contestée par la « tendance minoritaire » (Rennes, E.N.S.).

Outre le caractère pessimiste, voire sentimental, de l'analyse majoritaire qu'elle dénonce, la « tendance minoritaire » fonde sa stratégie syndicale offensive sur les schémas suivants :

Que le milieu soit apolitique, non sensibilisé, cela est concevable dans la situation actuelle. Cela dit, il ne s'agit pas de vouloir faire en sorte que l'étudiant de base, voire l'adhérent, fasse le cheminement de la pensée politique qu'a fait l'U.N.E.F. depuis Dijon 63. Il s'agit de considérer que l'avance politique de l'U.N.E.F. est acquise définitivement, et qu'il faut partir de cet acquis.

Si le milieu est non politisé, cela est dû en grande partie aux rapports qu'il existe, à l'heure actuelle, entre la formation reçue et la profession future, entre l'Université et l'Économie, entre une industrialisation progressive de l'Université et l'évolution de l'économie dans le sens du néo-capitalisme. Face à cette situation, le syndicat a pour rôle d'intervenir politiquement, en posant directement les rapports qu'il y a entre structures de formation et structures économiques. Il ne s'agit pas de compenser, par une politisation artificielle, un apolitisme de la base, il s'agit d'intervenir à tous les niveaux de formation, en particulier dans l'amphithéâtre, pour poser les vrais problèmes ressentis par le milieu, imposés au milieu (Plan Fouchet).

Le rôle du syndicat étudiant, selon la « tendance minoritaire », est, dans la situation politique actuelle, d'intervenir dans le sens d'une transformation du système d'enseignement supérieur, sur les problèmes de contenu, de méthodes, de réformes de structures de cet enseignement et ceci pour élever le niveau de conscience du milieu et lui permettre d'être armé pour réagir face au système socio-économique qui s'installe.

Les contradictions de l'Université

Cette prise de conscience est, par ailleurs, facilitée par les contradictions qu'il existe entre « l'Université libérale » et « l'Université technocratique », entre la « nécessité de développer au maximum l'esprit critique des ingénieurs et des chercheurs, condition sine qua non d'une évolution rapide des techniques, et la nécessité d'éviter les réactions critiques des cadres de l'économie, de peur qu'ils n'exercent leur esprit d'analyse sur des structures sociales qu'ils risqueraient de mettre en cause. De même, il y a contradiction entre le caractère de compétition individuelle que prend l'activité humaine dans une société de profit, et le développement nécessaire à tous les niveaux du travail en équipe et de la prise de décisions collégiales » (2).

Tel doit être le sens de l'intervention du syndicat à la base, par une explicitation, entre autres choses, des tenants et des aboutissants du Plan Fouchet, par une pratique universitaire de base (à préciser par ailleurs au prochain congrès d'une manière plus scientifique) qui nous permette de poser les problèmes du contenu de l'enseignement, de formation de l'étudiant. Une telle intervention, dans le sens défini précédemment, permet d'éviter la politisation artificielle et les déviations corporatistes déjà constatées.

La revendication de l'allocation d'études

« Le statut socio-économique de l'étudiant est, dans une grande mesure, la résultante du statut de travail de l'étudiant et notre intervention doit prendre pour objet central le travail que fait l'étudiant, son contenu et ses méthodes. » L'échec partiel de l'U.N.E.F. n'est pas l'échec d'une politique, c'est l'échec d'une certaine « pratique » au niveau le plus bas (problèmes de la participation, formation-recherche). C'est aux A.G.E. en face d'un choix politique clair, de



(Photo A.F.P.)

« De l'Université libérale à l'Université technocratique... » (Ci-dessus, la nouvelle Faculté de Droit de Strasbourg.)

(1) « Pour une nouvelle éducation politique » : Un nihilisme politique, par Georges Lapassade, « Combat » du 10-1-65.
(2) Bulletin n° 3 de l'Union des Grandes Ecoles : « Action syndicale ou agitation politique ».

développer au maximum leur pratique d'ici le congrès de manière à pouvoir préciser leurs formes d'intervention et leurs contre-propositions.

Dans un tel contexte politique, l'action revendicative axée sur l'allocation d'études ne peut être que conjoncturelle (passage au Parlement de différents projets de loi sur l'allocation d'études, préparation par le pouvoir d'un éventuel projet de prestation d'études). Elle ne peut être en aucun cas l'occasion d'une épreuve de force de l'U.N.E.F. face au pouvoir. La revendication n'est réaliste que dans la mesure où l'U.N.E.F. est capable de créer un rapport de forces favorable, or il est évident que d'ici deux mois il n'en sera rien. (On peut affirmer que l'assemblée générale a voulu compenser son impuissance relative, dans la situation actuelle, par

un volontarisme qui fut, par la suite, dénoncé.)

Tels sont les choix à moyen et long terme qui se posent pour le syndicat étudiant, choix qui correspondent peut-être à une mutation du syndicat (passage des problèmes strictement universitaires aux problèmes d'orientation de l'économie). Il est nécessaire que nous prenions tous conscience de l'importance qu'il a pour toute la gauche qui se refuse à prendre trop au sérieux les débats actuels de l'U.N.E.F.

Si l'U.N.E.F. abandonne son orientation, qu'elle s'est choisie depuis Dijon, on peut dire que c'est aussi l'échec de la gauche qui, par son impuissance et son refus de poser les vrais problèmes, aura asphyxié le mouvement étudiant.

Jean-Claude Gillet.

ANTONY

Les étudiants protestent contre la nouvelle réglementation de la résidence universitaire

A l'heure actuelle, des travaux sont en cours à la résidence universitaire d'Antony. La cité d'Antony, qui groupe deux mille cinq cents étudiants, dont cinq cents jeunes ménages, n'a jamais été terminée. Depuis des années, l'Association des étudiants réclame que des crédits soient débloqués pour doter la cité, comme il était prévu dans le plan initial, d'un ensemble sportif (piscine, terrain de sports en plein air), social, universitaire (groupes d'études) socio-culturel (salle de théâtre, ciné-club). Peu à peu, au cours des précédentes années, l'association réussit à obtenir que quelques réalisations urgentes soient faites. Elle réussit tant bien que mal, avec de faibles moyens matériels, à organiser une vie collective, culturelle et universitaire.

Il y a deux ans, l'association semblait avoir été entendue : un plan d'aménagement avait été discuté par le Comité parisien des œuvres et les représentants étudiants. Ce plan, dans son esprit, tenait compte des véritables besoins des résidents et avait le mérite d'avoir été discuté par eux. Lorsque les travaux actuels commencèrent (en août dernier), on pouvait croire que des crédits avaient été débloqués pour le réaliser. Mais bien vite les étudiants s'aperçurent qu'il s'agissait de tout autre chose. On n'aménageait pas le restaurant dans le sens prévu, on le démolissait complètement afin de le couper totalement du reste de la cité. Les faibles améliorations des locaux ne justifient pas les crédits considérables qui ont été utilisés et qui auraient pu servir, par exemple, à la création d'une nouvelle crèche ou d'un véritable groupe scolaire. D'autre part, certains avantages importants, tels que les possibilités d'accès au restaurant par l'intérieur des bâtiments ont été supprimées : dorénavant, les étudiants, dont beaucoup de jeunes ménages avec enfants, sont obligés de sortir pour y accéder. On a ainsi réussi à supprimer le lieu de rencontre qu'était ce restaurant et la galerie qui le surplombait. Centre géographique de la cité, il lui permettait de remplir son véritable rôle :

favoriser les rencontres et les confrontations sur tous les problèmes entre les étudiants et ainsi permettre une véritable vie collective. Les travaux ne visent donc pas à améliorer les conditions de vie, mais les aggravent sur certains points.

D'autres tranches de travaux sont prévues et en particulier, ce qui est plus grave, la coupure de tous les pavillons avec un strict cloisonnement, de manière à pouvoir établir un contrôle des entrées, sorties, visites des résidents et des personnes extérieures.

Tous ces travaux n'ont qu'un but : donner les moyens à l'administration d'empêcher les étudiants de se rencontrer, se grouper, s'informer, s'organiser sur le plan syndical, pouvoir manifester leur opposition, comme ils l'ont toujours fait, à la continuelle dégradation de leur niveau de vie, en particulier en organisant d'importantes grèves des loyers.

Le plan de ces travaux a été décidé en violation de tout principe de cogestion au ministère de l'Éducation nationale, après le dépôt d'une question écrite par M. Mainguy, député U.N.R. d'Antony : « Le caractère démesuré de cette cité, la disproportion de ces locaux et l'insuffisance de personnel de surveillance, font que les étudiants sont pratiquement livrés à eux-mêmes. Il en résulte que la politique tient une large part dans les occupations, si l'on en juge du moins par le nombre d'affiches posées à l'intérieur des locaux, et que, par ailleurs, leur vie privée reste à l'abri de tout contrôle. » M. le Ministre de l'Éducation nationale répondait ainsi : « Un projet d'aménagement complémentaire de la R.U.A., comportant notamment la création d'une salle d'activités culturelles, sera financée en 64 en vue de réduire les difficultés d'administration signalées par l'honorable parlementaire. »

C'est en ce sens que la cité est réaménagée afin de pouvoir appliquer un règlement intérieur octroyé arbitrairement sans consultation des étudiants, alors que maintes et maintes fois ils ont demandé à en discuter. Ce règlement n'a jamais pu être appliqué par suite du refus des étudiants à être traités comme des internes, surveillés, contrôlés, par suite de leur volonté de défendre leur liberté d'expression, d'information et de réunion.

L'Association des Étudiants de la Résidence universitaire d'Antony élève une énergique protestation contre le fait que des crédits importants sont débloqués uniquement dans le but de contrôler et de faire taire les étudiants ; contre le fait que les plans de travaux aient été élaborés en violation de tout principe de cogestion ; demande que soit pris en considération de la part du ministère et de l'administration le plan discuté avec les étudiants, donc que les travaux actuels soient arrêtés, afin de discuter des travaux futurs ; que, d'autre part, certaines erreurs graves dans la première tranche des travaux soient corrigées.

Demande qu'un nouveau règlement intérieur soit élaboré, en accord avec les étudiants qui sont les premiers intéressés en tant qu'utilisateurs.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Une fausse réforme

- Abaissement du niveau des études.
- Dégradation de la fonction enseignante.
- Aggravation de la ségrégation sociale parmi les étudiants.

C'est en ces termes que le Syndicat national de l'Enseignement supérieur (F.E.N.), dans une lettre à tous les membres de l'Enseignement supérieur, caractérise le plan gouvernemental de réforme.

En effet, le plan, dit Fouchet, prétend résoudre sans augmentation des crédits destinés à l'université les problèmes de l'accueil dans l'enseignement supérieur des générations de l'après-guerre, et de la formation de ces milliers de jeunes.

Les missions essentielles de l'enseignement supérieur :

— Faire progresser la recherche, contribuer à l'élévation du niveau culturel de la nation, former des chercheurs ;

— Former les cadres supérieurs ;

— Participer à la formation des cadres moyens ;

— Former les enseignants de tous niveaux ;

— Assurer le recyclage de tous ceux dont il assure la formation ;

— Diffuser la culture.

ne pourront absolument pas être remplies dans le cadre de ce plan qui a pour but évident de permettre uniquement la formation au moindre prix de techniciens capables d'être immédiatement utilisés par l'industrie dans l'état actuel de son développement au mépris de toutes les lacunes de formation générale que cela implique.

L'inraisonnable prétention de former en deux ans, après un baccalauréat soi-disant renouvelé, des enseignants du secondaire, ne peut qu'amplifier le recul de la qualité du corps enseignant, en institutionnalisant un état de fait dont les actuelles générations ont déjà subi les premières conséquences.

Le ministre prétend que la réduction de la durée des études augmente le nombre des enseignants, comme si la coupure d'un tuyau permettait de faire sortir plus d'éléments qu'il n'en rentre à l'origine.

S'il y a une fuite de nombreux éléments, et souvent des meilleurs, des carrières de l'enseignement, c'est dû essentiellement au décalage invraisemblable des traitements (allant jusqu'à 100 p. 100 dans l'enseignement supérieur scientifique)

et aux déplorables conditions de travail.

Le nombre imposant d'échecs aux examens est imputable aux conditions de travail : insuffisance de l'encadrement et des locaux.

On ne supprime pas le problème en supprimant la propédeutique, car à qui veut-on faire croire que l'on peut se passer des matériaux de base qui y sont enseignés ?

Donc, il s'agit d'un changement de dénomination, non du contenu, alors que c'est le problème de l'évolution des programmes et des méthodes d'enseignement qui est essentiel.

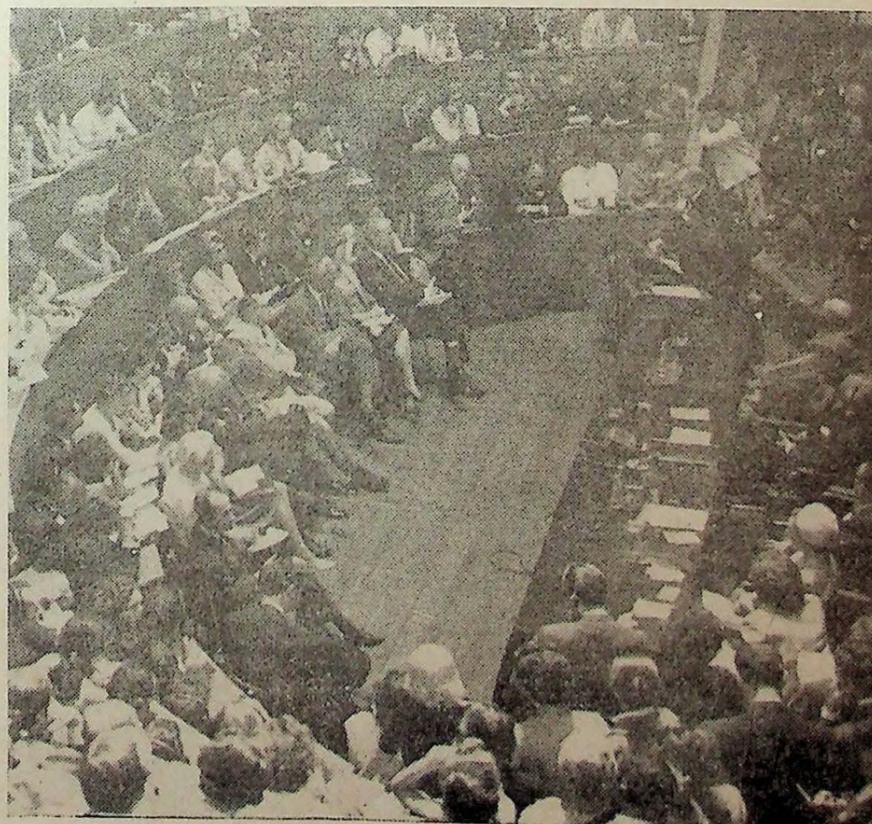
On baptise licence la propédeutique, maîtrise la licence, et le problème est résolu. Peut-être qu'il l'est pour une opération publicitaire devant le petit écran, mais pour les enseignants, pour les étudiants, pour les masses populaires à qui l'on barre systématiquement l'accès à la culture, qu'en est-il ?

L'enseignement français reflète la structure de classes de la société, les politiciens au service du grand patronat qui nous gouverne adaptent aux besoins des monopoles l'université considérée par eux comme un moyen de maintien de leur domination.

La démocratisation de l'enseignement ne peut être entreprise qu'au niveau de la première ségrégation, à la sortie de l'enseignement primaire, et le seul fait que la réforme Fouchet s'adresse essentiellement au supérieur prouve déjà que ces questions n'intéressent pas le gouvernement.

La situation actuelle de l'enseignement reflète l'état actuel des rapports de forces dans la société, et ce serait se leurrer que de croire qu'on pourra obtenir quoi que ce soit de décisif en ce domaine sans modification complète de ce rapport de forces et de la structure sociale. Les plus beaux plans gouvernementaux, les mieux établis par l'administration, sont irréalisables dans la situation actuelle, et il serait malsain de laisser croire à une quelconque possibilité d'aménagements progressifs. Le travail des militants socialistes consiste à définir les objectifs et les missions de l'université et les conditions économiques politiques et sociales nécessaires à la réalisation de ces objectifs.

Alain Ledoux.



L'accueil dans l'enseignement supérieur des générations d'après-guerre exige l'augmentation des crédits.

(Photo A.D.P.)

Cercle d'Études Politiques de Sens

Réunion vendredi 21 janvier à 21 h, à l'Hôtel de Ville

LA DROITE EN FRANCE par Jean-François Kesler

Ce numéro de « T.S. » sort des presses peu avant le commencement des grèves annoncées. Nous ne pourrions analyser ce mouvement revendicatif que dans notre prochain numéro.

CINÉMA

"Les Copains"
de Yves Robert

On rit deux ou trois fois ; on sourit à peu près autant ; et puis, c'est tout. Le canular de veine littéraire est anticinématographique, ou alors il faut se donner la peine (comme fit Louis Malle à propos de « Zazie dans le métro ») de reconstruire visuellement l'histoire. Yves Robert s'est contenté de souligner les gags originaux, de gonfler l'énormité initiale, de rejeter à ses interprètes (Philippe Noiret, Christian Marin, Pierre Mondy, Jacques Ballutin, etc.) les tics des modèles romanesques. Il a fait une bande dessinée d'après le bouquin de Jules Romains. Bien du plaisir aux amateurs de bandes dessinées.

J.-J. V.

"Le Mercenaire de minuit"
de Richard Wilson

Western à thèse ; comme tous les films produits par Stanley Kramer : l'antiracisme vu par un tueur (Yul Brynner), au lendemain de la Guerre de Sécession.

Nous sommes dans une ville du Nouveau-Mexique. Il y a les vaincus, les vainqueurs (et les spéculateurs) qui tiennent le haut du pavé, et les parias mexicains. Un rebelle, c'est-à-dire un Sudiste qui n'a pas désarmé, rentre au pays et vient réclamer son bien. Les notables payent un tueur pour s'en débarrasser. Le mercenaire est frappé par la lâcheté des bons citoyens. C'est un métier de la Nouvelle-Orléans et la cause du rebelle (Georges Ségol) lui est plutôt sympathique. Cas de conscience : tuera ou tuera pas ?

On voit assez vite où le metteur en



Yul Brynner et Janice Rule : cas de conscience pour le tireur antiraciste.

scène veut en venir ; mais Richard Wilson sait équilibrer les répliques gênereuses et les retournements de situation. Les revolvers crachant sec et

bien, on n'a pas le temps de faire la fine bouche.

J.-J. Vernon.

LIVRES

Histoires charitables

Le très célèbre auteur du Pont de la rivière Kwai (1) a, heureusement pour la gloire des lettres, écrit d'autres livres. Je dis « heureusement » car je n'ai pas particulièrement aimé le roman. Une fois retiré le spectaculaire de l'histoire, qui n'est dans un livre que le canevas, l'échafaudage, la couverture de chair et d'os — ce qui s'appelle dans le langage des critiques : la psychologie et le style — était bien maigre. Les caractères manquaient de nuances. Des blocs un peu comme le jeune Horace. Et c'est dommage. Je dois dire tout de suite que les livres qui sont venus ensuite m'ont paru meilleurs, plus fouillés. Ceci pour aboutir à un très bon roman : La Planète des singes (1).

Aujourd'hui paraît un recueil de nouvelles : Histoires charitables (1). Je crois que la nouvelle est assez mal vue en France. C'est une erreur foncière. Une fois de plus. Il est, en effet, beaucoup plus difficile de mener à bien un court récit qu'un long roman à tiroirs. Savoir se limiter. Dire le maximum de choses essentielles avec le minimum de mots. N'est-ce pas la volonté intime du véritable homme de lettres ? Pensons à Jacques Chardonne.

Le recueil comprend : Le Saint énigmatique, L'Homme qui ramasse les épingles, Histoire du bon petit écrivain, L'Arme diabolique, Le Compte à rebours, L'Homme qui haïssait les machines. Dans le cadre étroit de ma chronique, il m'est impossible de passer en revue chacune des nouvelles. Je le regrette. Elles le méritent. Il me faut me contenter de deux titres : L'Homme qui ramasse les épingles et L'Arme diabolique.

La première nous montre un homme qui, au moment de quitter le bureau d'un directeur qui a refusé de l'engager, ramasse avec précaution une épingle « qu'il pique soigneusement dans le revers de son veston ».

Pour ce geste de haute économie, le directeur le prend comme associé et lui donne sa propre fille en mariage. Ce n'est pas une histoire originale, me direz-vous. Certes. Mais ce qui l'est, c'est la façon dont Pierre Boule juge l'aventure :

« J'espère qu'un jour il (le ramasseur d'épingles) sera pendu et qu'il

expiera son forfait dans un enfer éternel, en compagnie de ses deux tristes acolytes, l'imbécile qui lui a fait confiance et le tartufe qui a rapporté cette anecdote pour l'édification des foules. C'est un devoir de le montrer sous son vrai jour et de stigmatiser cet échantillon d'une espèce pernicieuse qui empoisonne peu à peu notre civilisation. »

Nous voyons tout de suite ce que s'est proposé l'auteur avec naturellement la valeur sociologique d'une telle vérité. Je crois qu'il faut méditer cette nouvelle. Pierre Boule prouve petit à petit que le ramasseur est un imbécile, un imposteur, un vil individu. Je vous laisse la joie intellectuelle de découvrir le cheminement extraordinairement lumineux de l'auteur. Ramasser une épingle revient à prouver que « toute l'importance du monde tient dans le détail insignifiant ». Vite allez voir comment le triste sire « commence par ramasser une épingle, puis on ruine son bienfaiteur. Après cela, on se répand en propos scandaleux. Ensuite, on abat sa femme à coups de hache. Et ont finit par inventer le Nouveau Roman. Tel est l'enchaînement inéluctable du MAL ».

Dans L'Arme diabolique, Pierre Boule met en scène la conférence militaire présidée par le prince, chef de l'Etat... Pour lui, il ne fallait pas « des hommes qui ne soient pas en retard d'une guerre, qui soient capables de prévoir la guerre de l'avenir et qui ne s'épuisent à préparer celles du passé. » Semblables propos ne nous sont pas inconnus. Avec une logique implacable, aussi rigoureuse qu'une démonstration géométrique, l'auteur aboutit à une conclusion aussi scandaleuse que ridicule. Je vous laisse d'ailleurs la découvrir.

Plus qu'à un recueil de nouvelles, nous sommes en présence d'un ensemble de contes pouvant être parfaitement la continuation des fameux Contes de l'Absurde publiés en 1953 (1). Mais une continuation qui pourrait avoir comme sous-titre : Contes du trop-plein de logique.

Le livre est de la grande tradition française du conte philosophique. Histoires charitables en est digne. Le style est à la hauteur du dessein idéologique. Un ouvrage à relire souvent pour se mettre du plomb dans la cervelle. Très utile, indispensable à notre époque de folie quasi légale.

Eric Johansson.

(1) Julliard.

pour quelques jours encore...
prix exceptionnel de souscription pour les lecteurs de TRIBUNE SOCIALISTE

18 mois **49^f** par mois

Tous les romans de JEAN-PAUL SARTRE

Edition de luxe numérotée
Tirage limité, sur les presses de l'Imprimerie Nationale

LA NAUSÉE - LE MUR
L'AGE DE RAISON - LE
SURSIS - LA MORT DANS
L'ÂME

En 5 volumes illustrés de lithos originales en couleurs de W. Spitzer

Bon pour une documentation gratuite à adresser à la LIBRAIRIE PILOTE, 30, rue de Grenelle Paris (7^e)

Nom
Adresse
Profession

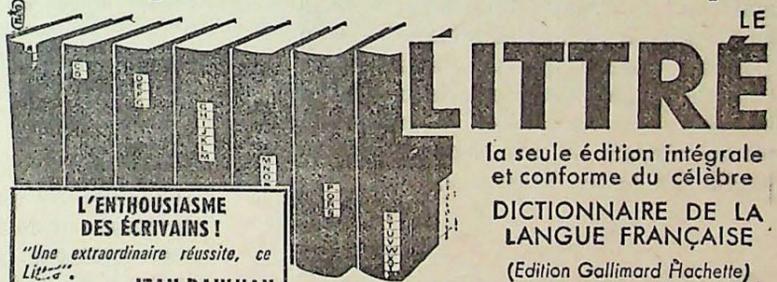
PANTHÉON 13, rue Victor-Cousin ODE 15-04

Permanent de 14 h. à 24 h.

Semaine du 27 janvier au 2 février

UNE FEMME MARIÉE

L'ouvrage de base de toute bibliothèque



LE LITTRÉ
la seule édition intégrale et conforme du célèbre DICTIONNAIRE DE LA LANGUE FRANÇAISE (Edition Gallimard Hachette)

"Ce monument national" comme disait Pasteur, ce "trésor de notre langue" (Le Figaro), cette "bible de l'homme cultivé" (Arts) est l'ouvrage de base de toute bibliothèque. Qui veut écrire ou parler correctement le français doit se référer à cette autorité indiscutée. La nouvelle édition, la seule, la vraie ! - reproduisant scrupuleusement le texte de l'ancienne devenue introuvable, lui est supérieure par la clarté et la maniabilité. Elle a été primée à l'Exposition Triennale des Arts Français et adoptée par toutes les grandes bibliothèques, l'Académie, le Ministère de l'Éducation Nationale, etc... Elle comprend 7 volumes de 2.000 pages, format 13x26 sur velin ivoire, reliés pleine toile.

Profitez des conditions exceptionnelles faites à nos lecteurs :
10 mensualités de 45 fr. ou 406 fr. (en un seul versement au comptant ou en 3 mensualités de 135 fr. 35 sans augmentation de prix). Vous n'avez rien à payer d'avance. Il vous suffit de remplir le bon de commande ci-dessous et de l'adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle, pour recevoir immédiatement les volumes sans frais de port et d'emballage et avec DROIT DE RETOUR. C'est-à-dire que si vous êtes le moins du monde déçu par la présentation des volumes, vous pouvez les renvoyer dans les 3 jours sous leur emballage d'origine et vous êtes quitte de tout engagement. Vous ne courez donc aucun risque puisque votre commande ne sera définitive que lorsque vous aurez vu l'ouvrage. Mais hâtez-vous car les conditions de la présente offre ne peuvent être garanties que pour une quinzaine.

BON à adresser à la Librairie PILOTE, 30, rue de Grenelle - Paris (VII^e)
(Valable seulement pour la France Métropolitaine)
Veuillez m'adresser le Littré, édition intégrale en 7 tomes. Je réglai (cocher la case figurant devant la formule choisie)
 comptant à réception des volumes : 406 Fr.
 en 3 versements mensuels de : 135 Fr. 35
 en 10 versements mensuels de : 45 Fr.
Je garde le droit de vous retourner les volumes dans les 3 jours dans leur emballage d'origine et sera en ce cas libre de tout engagement.
Nom Profession
Adresse Signature
N° C.C.P. ou bancaire
T. S. 1

ELECTIONS MUNICIPALES

RÉSOLUTION ADOPTÉE PAR LE COMITÉ POLITIQUE NATIONAL DU P. S. U.

LE Comité Politique National du P.S.U. a examiné la situation politique telle qu'elle se présente un mois et demi avant les élections municipales ; il a fait les constatations suivantes :

1 La nouvelle loi électorale a accéléré le regroupement autour de l'U.N.R., parti dominant de la Droite, d'une grande partie des forces réactionnaires ; celles-ci, par les voix de Giscard d'Estaing, Pflimlin, Schumann, Duchet, viennent de renouveler leur obédience au gaullisme.

2 L'opposition de gauche a, dans plusieurs villes importantes, réussi à nouer des alliances qui lui permettront d'affronter unie la bataille. Il en va ainsi à Saint-Chamond, Beauvais, Lorient, Cherbourg, Angers, Le Mans, Chambéry, etc. Toutefois, dans de nombreuses villes, l'accord de la Gauche n'a pu se réaliser ou n'a regroupé qu'une partie des forces de gauche.

3 La S.F.I.O., revenant sur la condamnation du Cartel des Non, qu'elle avait esquissée à son dernier congrès (mai 1963), a conclu une nouvelle fois des accords avec la Droite (Arras, Lyon, Bordeaux, Saint-Etienne, Marseille) ou même avec l'U.N.R. (Strasbourg, Colmar). Elle se présente ainsi dans de nombreux départements comme la force d'appoint de la réaction et ne craint pas, en présentant parfois à quelques kilomètres de distance des visages opposés, de permettre à la propagande de l'U.N.R. de présenter les partis politiques comme se cantonnant dans les combinaisons sans principe.

4 Le Parti communiste a accompli une évolution positive en renonçant aux alliances contre nature qu'il avait encore cautionnées lors des dernières élections cantonales, mais il dresse encore des obstacles à l'union des

forces de Gauche qu'il réclame cependant avec force. Son refus de nouer des alliances dès le premier tour dans la plupart des villes de moins de 30.000 habitants a souvent fourni à la S.F.I.O. des prétextes pour se rejeter vers la Droite. Une conception étroite de l'unité les amène à refuser les règles de la démocratie socialiste qui implique une juste représentation des différentes organisations et leur droit à la libre expression dans une gestion municipale commune.

Le P.S.U. constate que l'accord conclu dans la Seine entre le P.C. et la S.F.I.O. est un fait important ; mais, dans sa forme actuelle, il ne constitue pas un accord de toute la Gauche et ne mobilise pas l'ensemble des forces populaires, qu'elles appartiennent ou non à un parti politique.

Depuis des mois, le P.S.U. a fait connaître les principes qui, selon lui, devaient permettre d'unir toutes les forces socialistes pour un véritable pacte d'action municipale. Il a proposé :

a) Que se constituent des listes représentatives de toutes les forces socialistes et démocratiques, en tenant compte pour chaque arrondissement et chaque commune de l'audience réelle des diverses organisations ;

b) Que de telles listes soient envisagées partout, dans les localités de plus de 30.000 habitants et dans celles de moins de 30.000 ;

c) Que les candidats et leurs organisations s'engagent sur un programme démocratique conforme aux intérêts de ceux qui travaillent ;

d) Qu'ils mènent en commun une puissante campagne sous le mot d'ordre : « Pas un représentant du pouvoir gaulliste, pas de réactionnaires dans les

mairies. Pour des municipalités démocratiques au service des travailleurs. »

En tout état de cause, c'est sur ces thèmes que le P.S.U. entend mener la campagne.

Il est évident que l'accord conclu dans la Seine ne tient pas compte de la force réelle du P.S.U., du rôle qu'il a joué depuis cinq ans dans la lutte contre le régime, sa politique coloniale, économique et sociale, des résultats obtenus par lui dans les précédentes consultations électorales.

En refusant au P.S.U. la place à laquelle il a droit, le P.C. et la S.F.I.O. ont voulu, de toute évidence, porter un coup à son développement. Mais ce faisant, ils ont pris le risque d'écarter une bonne partie des forces dont le concours est pourtant indispensable pour battre l'U.N.R. et la Droite dans un grand nombre de localités et de secteurs.

Conscient de ses responsabilités et afin d'enlever à la discussion tout ce qui pourrait de près ou de loin ressembler à une querelle de boutiques, le P.S.U. s'adresse de nouveau au P.C. et à la S.F.I.O. et leur propose d'assurer, par la présence sur les listes communes d'un certain nombre de militants syndicalistes, appartenant à toutes les centrales, de membres d'organisations populaires, la représentation des courants de rénovation socialiste qui s'affirment dans le pays et notamment dans la région parisienne.

Le P.S.U. espère que ces nouvelles propositions seront retenues. En tout état de cause, les Fédérations du P.S.U. préserveront les possibilités d'expression politique des forces de rénovation et d'unification de la Gauche.

Le C.P.N. du P.S.U. estime qu'aussi bien dans la région parisienne que dans l'ensemble du pays, des redressements peuvent encore être opérés et des progrès accomplis dans la voie de l'union véritable des forces socialistes. Il demande aux Fédérations du Parti de multiplier leurs initiatives pour parvenir à ce but.